



PANORAMA DE PRESSE

08/04/2020 12h56

CGT

SOMMAIRE

SYNDICALISME (4 articles)

l'Humanité

mercredi 8 avril 2020

CGT Philippe Martinez écrit au président de la République
Paris Jogging interdit en journée, tests dans les Ehpad
Commerce Une grève pour « sauver des vies » Académie Un déconfinement par région ? (425 mots)

Page 6

Le secrétaire général de la CGT a écrit une lettre ouverte au chef de l'État, dans laquelle il l'exhorte notamment à interr...

l'Humanité.fr

mercredi 8 avril 2020
03:11

CGT Philippe Martinez écrit au président de la République
(144 mots)

Page 7

Le secrétaire général de la CGT a écrit une lettre ouverte au chef de l'État, dans laquelle il l'exhorte notamment à interrompre toutes les activités non ...

l'Humanité

mercredi 8 avril 2020

Des consignes de sécurité inapplicables (346 mots)

Page 8

Les préconisations de l'OPPBTP, organisme de prévention du secteur, semblent impossibles à pratiquer sur les chantiers. ...

l'Opinion

mercredi 8 avril 2020

Coronavirus ou pas, la CGT ne change pas (526 mots)

Page 9

Le monde peut menacer de s'écrouler, la CGT ne change pas. Jour après jour, elle accumule les menaces, promesses de grèves ...

ACTUALITÉ SOCIALE (14 articles)

l'Humanité

mercredi 8 avril 2020

« Ils vont mourir de faim, pas du coronavirus » (672 mots)

Page 11

Manque de nourriture et d'accès à l'eau : les conditions de vie dégradées dans les bidonvilles aggravent la situation soci...

l'Humanité

mercredi 8 avril 2020

Pôle emploi en pleine régression (715 mots)

Page 13

Alors que les demandeurs d'emploi sont en recrudescence, les solutions proposées par l'opérateur public sont dénoncées par ...

l'Humanité

mercredi 8 avril 2020

« Le retard pris pendant le confinement ne pourra pas être rattrapé » (601 mots)

Page 15

La précarité des familles, comme celle de certains enseignants, creuse la fracture numérique. Un handicap majeur pour la « ...

« Réquisitionner les locaux vides » (544 mots)

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont toujours à la rue. Elles sont les plus exposées au virus et les moins bien...

Page 16

Les sauveteurs en mer à la rescoussse (567 mots)

Tous bénévoles, ces professionnels du secours se sont vite mobilisés, partout en France, pour prêter main-forte aux soignants...

Page 17

Mutinerie (382 mots)

Sous les discours de circonstance, les libéraux qui nous gouvernent et leurs assistants zélés persistent dans leur politiqu...

Page 18

Épidémie : la politique de Macron en cause (435 mots)

Sans être préemptoire, il est possible, d'ores et déjà, de tirer des leçons de la crise actuelle. Ainsi, l'épidémie montre-...

Page 19

Les députés PCF déposent une commission d'enquête (591 mots)

De l'affaiblissement des capacités de soins au non-respect des recommandations de l'OMS, l'objectif est de faire la lumière...

Page 20

« N'attendons pas la fin de la crise pour le monde d'après »

(864 mots)

Toute la semaine, l'Humanité interroge les responsables de gauche sur leur vision du « jour d'après ». Adrien Quatennens, c...

Page 21

Pénurie de masques : chronique d'un mensonge (1015 mots)

La volte-face de l'exécutif sur la protection du visage révèle les duperies du pouvoir macroniste dans la gestion de la cr...

Page 23

« Moi aussi, j'ai envie d'être quelqu'un qui fait juste son travail » (1588 mots)

Il trépigne depuis deux semaines dans son appartement. « C'est le parfait moment, cette crise. Pouvoir aider. Se sentir utile...

Page 25

Une psy pour soigner les soignants (1891 mots)

Mardi 24 mars. La semaine dernière, j'ai mis la psychiatrie ambulatoire entre parenthèses. J'ai fait annuler toutes les con...

Page 28

Des chèques alimentaires pour 60 000 SDF (501 mots)

Par Catherine Gasté à l'heure où l'épidémie de Covid-19 sévit dans le pays, la détresse...

Page 31

EDF fait tourner ses centrales avec moins de personnel présent

(1097 mots)

ÉNERGIE Avec plus de 75 % de l'électricité produite grâce à l'atome, le nucléaire est le poumon énergétique du pays. Or, au...

Page 32

EUROPE ET INTERNATIONAL

(4 articles)

L'Humanité

mercredi 8 avril 2020

Les partisans de l'austérité font front (392 mots)

Face à la crise, l'Eurogroupe s'accorde sur des aides, mais pas sans conditions drastiques. ...

Page 35

L'Humanité

mercredi 8 avril 2020

La pandémie accélère la crise sociale en Russie (711 mots)

L'ensemble du territoire n'est pas encore pleinement touché par le Covid-19. Mais déjà plusieurs rapports s'inquiètent d'un...

Page 36

LE FIGARO

mercredi 8 avril 2020

Le Covid-19 provoque une envolée du chômage dans le monde

(1545 mots)

L'Asie est de loin la zone la plus touchée, selon les données de l'OIT. Mais les inscriptions explosent ...

Page 38

LE FIGARO

mercredi 8 avril 2020

L'arsenal varié des États européens pour préserver l'emploi

(1412 mots)

Du chômage partiel massif à l'interdiction de licencier, de Berlin à Rome et de Madrid à Londres, les gouvernements déploie...

Page 40

SYNDICALISME



SOCIÉTÉ

CGT Philippe Martinez écrit au président de la République Paris Jogging interdit en journée, tests dans les Ehpad Commerce Une grève pour « sauver des vies » Académie Un déconfinement par région ?

Le secrétaire général de la CGT a écrit une lettre ouverte au chef de l'État, dans laquelle il l'exhorte notamment à interrompre toutes les activités non essentielles à la survie du pays et à prendre des mesures fortes concernant les distributions de dividendes : « La situation que nous vivons exige que l'ensemble des entreprises contribuent à la solidarité de la nation, c'est pourquoi vous devez imposer la suppression des dividendes aux actionnaires », écrit-il. Enfin, il livre quelques pistes pour préparer le « jour d'après » : relocalisation des activités, réorientation des systèmes productifs pour les rendre plus justes socialement, soutien aux services publics... C. Bo.

Les files indiennes de joggeurs dans certains quartiers de la capitale auront eu raison du confinement « light ». La mairie de Paris et le préfet de police ont annoncé l'interdiction de toute activité sportive indi-

viduelle à Paris entre 10 heures et 19 heures à partir de ce mercredi. La capitale est la première ville à durcir les mesures du confinement après l'appel en ce sens du gouvernement lundi soir. Anne Hidalgo a aussi annoncé avoir lancé lundi « une première vague de tests de dépistage dans deux Ehpad de la capitale », dans les 5e et 13e arrondissements. Au total, 172 personnes sont décédées dans des Ehpad parisiens. A. F.

La CGT du commerce appelle l'ensemble des salariés du secteur à la grève ce mercredi, afin d'obtenir des mesures de sécurité suffisantes dans les enseignes. « Nous constatons que beaucoup d'enseignes de la grande distribution, de la sécurité privée et aéroportuaire, de la logistique, des services après-vente, etc., ne respectent pas les règles sanitaires et mettent en danger les salariés et le public avec lequel ils sont en contact au quotidien », écrit la fédération. Le

secteur déplore un nouveau mort du coronavirus : dimanche dernier, c'est un salarié de la sûreté travaillant à Roissy-Charles-de-Gaulle qui est décédé. C. Bo.

L'Académie nationale de médecine prône un futur déconfinement par région, avec de strictes restrictions sur les déplacements et le maintien de mesures de « distanciation sociale », dans une recommandation publiée mardi. Elle recommande ainsi que « la sortie du confinement soit décidée sur la base de la région et non par classe d'âge (et) que cette sortie ne soit autorisée que dans les régions dans lesquelles une décroissance nette du nombre des patients Covid-19 devant être hospitalisés et un retour des besoins de réanimation à l'état pré-épidémique sont observés ». Une perspective encore lointaine pour les territoires les plus touchés. A. F. ■



: HUMANITÉ

CGT Philippe Martinez écrit au président de la République

Le secrétaire général de la CGT a écrit une lettre ouverte au chef de l'État, dans laquelle il l'exhorte notamment à interrompre toutes les activités non essentielles à la survie du pays et à prendre des mesures fortes concernant les distributions de dividendes : « La situation que nous vivons exige que l'ensemble des entreprises contribuent à la solidarité de la nation, c'est pourquoi vous devez imposer la suppression des dividendes aux actionnaires », écrit-il. Enfin, il livre quelques pistes pour préparer le « jour d'après » : relocalisation des activités, réorientation des systèmes productifs pour les rendre plus justes socialement, soutien aux services publics... C. Bo.

l'Humanité Intégral

Toutes les éditions papier + Magazine Humanité Dimanche + tout le site humanite.fr en illimité

X

Confinement : comment lire L'Humanité ?



<https://www.humanite.fr/sites/default/files/humanite-icone-250.png>





Des consignes de sécurité inapplicables

Les préconisations de l'OPPBTP, organisme de prévention du secteur, semblent impossibles à pratiquer sur les chantiers.

En dépit de la parution, jeudi, d'un guide de préconisations de sécurité sanitaire par l'OPPBTP, organisme de prévention du secteur, censé conditionner la reprise des chantiers, le climat est loin d'être apaisé. Gestes barrières, distances de sécurité, nettoyage renforcé, port d'équipements de protection... les recommandations formulées par l'OPPBTP reprennent des grands principes assez classiques dans la prévention du Covid-19. Mais en grande partie inapplicables sur les chantiers, à en croire les syndicats. Notamment en matière de distances de sécurité, par exemple, dans les bungalows ou les bases de vie où il paraît assez illusoire que les salariés puissent se tenir à plus d'un mètre de distance les uns des autres. « On sait comment ça se passe sur beaucoup

de chantiers, les règles ne sont pas respectées et les salariés font quand même le boulot parce que les règles ne sont pas toujours comprises, parce que les salariés ont peur de refuser de bosser ou qu'ils se prouvent bêtement des choses en prenant des risques, parce que ça devient une habitude », dénonce la CGT construction.

In fine, le guide OPPBTP a recueilli l'assentiment du patronat de la branche, du gouvernement et de la CFDT... mais pas des autres syndicats (CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) qui ont signé un communiqué pour inviter les salariés à rester chez eux ou à faire usage de leur droit de retrait dès lors que les impératifs sanitaires ne sembleraient pas assurés. « L'objectif

de ce document est bien de faire reprendre l'activité en protégeant juridiquement les employeurs, en utilisant des formules comme "il est recommandé", "dans la mesure du possible", "selon disponibilité" ou en jetant un doute sur la personne à qui incombe les obligations, du style "un nettoyage toutes les deux heures est indispensable", mais sans préciser si c'est l'employeur, le salarié ou une entreprise spécialisée qui le fait. » Conséquence : le patronat (Capeb, FFB, FNTP, Scop BTP) reste prudent et évoque du bout des lèvres une « reprise progressive de l'activité ». ■

par *Loan Nguyen*





Coronavirus ou pas, la CGT ne change pas

Le monde peut menacer de s'écrouler, la CGT ne change pas. Jour après jour, elle accumule les menaces, promesses de grèves et revendications d'un toujours plus. Il y a dix jours, le syndicat de Philippe Martinez n'avait pas renoncé à son traditionnel préavis de grève dans la fonction publique, pour un mois, excusez du peu. Quant à la liste des revendications, elle s'était bien adaptée, elle, à l'air du temps : droit à l'accumulation de RTT pendant le chômage partiel, heures supp' prépayées en attendant la sortie du confinement, et prime à tous les fonctionnaires qui télétravaillent. A l'heure où l'Etat est aspiré dans la vrille de l'endettement, on louera cette intelligence des situations.

Après le public, le privé. N'ayant sans doute pas perçu qu'une récession historique menace les entreprises, Philippe Martinez a écrit à Emmanuel Macron pour exiger un relèvement immédiat du smic et de tous les salaires. Parallèlement, son syndicat a appelé les salariés du commerce à faire grève, mercredi, pour protester contre les risques qu'ils encourrent à être des heures durant en contact avec le public : « On siffle la fin de la récré », explique avec un sens de l'humour, espérons-le involontaire, le secrétaire général de cette fédération syndicale.

C'est un fait, les personnels du commerce qui forment, depuis le début de la crise, l'avant-garde de la deuxième ligne, ont rejoint tous les

héros du quotidien qui permettent au pays de tenir face à la vague. Leur tâche est ainsi devenue, le temps d'une pandémie, une quasi-mission de service public. Est-ce une forme de fierté de leur part, est-ce le constat des efforts faits par toutes les enseignes pour protéger les caissières et les magasiniens ? Un constat s'impose : leur absentéisme n'a jamais explosé, et a désormais tendance à reculer. Cette grève sera donc un échec, un de plus. Là non plus, la CGT ne change pas. ■

par Nicolas Beytout

@nicolasbeytout t



ACTUALITÉ SOCIALE



SOCIÉTÉ

« Ils vont mourir de faim, pas du coronavirus »

Manque de nourriture et d'accès à l'eau : les conditions de vie dégradées dans les bidonvilles aggravent la situation sociale et sanitaire. Les associations s'inquiètent. Et les autorités locales restent sourdes à ces appels à l'aide.

« La vie est encore plus dure depuis le coronavirus. » Habitant dans une caravane à Toulouse, Tarzan est inquiet pour son avenir et celui de ses enfants. Lui qui s'est débrouillé jusqu'à présent grâce à la revente de ferraille se voit désormais contraint d'arrêter. « Je ne peux plus travailler, ni acheter à manger pour ma famille. Et mes petits ne vont plus à l'école », déplore le père de famille. Il ne s'est pas aventuré en dehors du terrain depuis trois semaines.

Depuis le confinement, la situation sanitaire des 19 000 personnes vivant dans des bidonvilles s'aggrave. Ils manquent de tout. « En matière d'aide alimentaire, les premières semaines, c'était dramatique, affirme Clémentine Sinquin, déléguée générale du Collectif national droits de l'homme Romeurope. Les gens avaient très faim, l'aide n'était pas structurée. » Désormais, la distribution alimentaire s'organise un peu partout sur le territoire, à l'exception de certaines zones. À Bordeaux, par exemple, « il y a une véritable crise alimentaire », alerte Jean-Luc Tari, responsable de la mission bidonvilles de Médecins du monde (MDM). Environ 500 personnes, parmi lesquelles il y a des enfants et des femmes enceintes, n'ont plus rien à manger. Les gens vont mourir de faim, pas du coronavirus ». Mais les autorités politiques locales ne bronchent pas, regrette le militant, qui fustige le manque de volonté des élus. La situation reste aussi tendue à Toulouse, Nantes et dans

plusieurs départements d'Île-de-France, dont les Hauts-de-Seine.

« Il faut tout faire pour mettre en place une veille sanitaire »

À l'échelle nationale, il aura fallu plusieurs semaines pour que les associations aient enfin des informations. Une instruction ministérielle du 27 mars, adressée aux préfets, indique les mesures à prendre pour protéger les plus démunis. Sans écrire une seule fois le mot « bidonville »... Le passage sur l'eau s'adresse visiblement plus aux personnes isolées et à la rue qu'aux familles des terrains. « Près de 80 % des personnes vivant en bidonville n'ont pas accès à l'eau », dénonce Clémentine Sinquin. Sans eau, les populations ne peuvent pas boire, se laver les mains, cuisiner, etc. C'est donc impossible de respecter les mesures d'hygiène et de prévention. » Le réseau militant rappelle que l'État et les collectivités locales ont des obligations envers ces populations. « À Stains, le point d'eau du cimetière qui permettait à 220 personnes d'avoir de l'eau est aujourd'hui fermé, les gens restent sans solution », regrette-t-elle.

Informier les populations face aux risques épidémiques, c'est le travail harassant des associations qui organisent des maraudes sanitaires. À Toulouse, Geneviève Molina, méde-

cin et membre de MDM, est sur le front : « Nous allons sur le terrain pour alerter sur le virus, expliquer les gestes barrières, mais également fournir des attestations à ces populations très anxiées face aux risques de propagation du virus. Le surpeuplement, la grande promiscuité et le manque d'hygiène sont des conditions très difficiles. » « Il faut tout faire pour mettre en place une veille sanitaire. Si le Covid-19 se répand sur un bidonville ou un squat, ça sera une catastrophe », prévient-elle.

« Il n'y a toujours pas de maraudes de prévention de l'épidémie »

Les habitants et bénévoles se sentent complètement délaissés. « Si une personne est contaminée, que fait-on ? demande Liliana Hristache, de l'association Rom Réussite, à Montreuil. Rien n'est prévu pour pouvoir mettre des familles entières en isolement. Et si une maman est seule, avec ses enfants, comment agir ? J'aimerais bien que l'État réagisse. » Tous attendent des mesures fortes pour affronter la crise sanitaire. « Il n'y a toujours pas de maraudes de prévention de l'épidémie dans une grande partie de l'Île-de-France, tandis qu'une personne est décédée du coronavirus dans un squat dans le Val-d'Oise », alerte Clémentine Sinquin. La crise du coronavirus a déjà convaincu des Roms de quitter la France. À Montreuil (Seine-Saint-

Denis), l'annonce du confinement a vidé deux campements. Et deux autres, à Saint-Denis (Seine-Saint-

Denis) et Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne), ont connu un scénario identique. ■

par Lola Ruscio,





Pôle emploi en pleine régression

Alors que les demandeurs d'emploi sont en recrudescence, les solutions proposées par l'opérateur public sont dénoncées par les syndicats et les organisations de chômeurs.

Les privés d'emploi, victimes invisibles de la crise. La semaine passée, Muriel Pénicaud a estimé qu'il y avait 20 000 chômeurs de plus par rapport à la même période en 2019. Un chiffre loin d'être négligeable. Si le gouvernement a laissé un peu d'air aux inscrits à Pôle emploi en reportant la réforme ultrarégressive du calcul des allocations-chômage du 1er avril au 1er septembre prochain et en prolongeant l'indemnisation des personnes en fin de droits le temps du confinement, leurs obligations n'ont pas disparu. Le maintien de l'actualisation des demandeurs d'emploi pose ainsi de nombreuses questions. Si Pôle emploi assure que 178 000 individus identifiés comme étant en difficulté dans cette démarche ont été contactés en amont, des problèmes d'accessibilité par Internet ou téléphone se font jour. Comme le déplore Pierre Garnodier, secrétaire général de la CGT chômeurs et précaires : « Le 3949 (le numéro de téléphone de Pôle emploi) n'est pas gratuit depuis un portable, et ça ne marche pas du tout avec certaines cartes prépayées. Résultat, à Montreuil, ceux qui ne peuvent appeler et n'ont pas Internet chez eux font la queue devant les cybercafés ! C'est une mise en danger des privés d'emploi. Nous demandons que l'actualisation soit automatique. » Une revendication qui s'appuie sur le fait que cela a été mis en place à Mayotte.

C'est dans ce contexte troublé que la CGT chômeurs s'est procuré un document émanant de Tessi, un des

sous-traitants de Pôle emploi basé à Lyon. Ce dernier cherchait en interne des salariés prêts à télétravailler dans la période, pour répondre à des appels dans le cadre de l'aide à l'inscription et à l'actualisation des demandeurs d'emploi. « Ça pose des problèmes de confidentialité avec l'accès à l'espace personnel des chômeurs, la récupération du mot de passe », estime Guillaume Bourdic, de la CGT Pôle emploi.

De son côté, Pôle emploi affirme que ces prestations de Tessi n'ont rien à voir avec la crise sanitaire. « C'est une expérimentation que nous avons commencée en décembre 2019, en Franche-Comté et en Centre-Val de Loire, pour l'aide à l'actualisation des demandeurs d'emploi en difficulté sur le numérique dans le cadre du nouveau dispositif "Journal de la recherche d'emploi" », assure Michaël Ohier, directeur général adjoint de Pôle emploi, précisant que les conseillers sont en nombre suffisant pour répondre aux besoins d'actualisation durant la pandémie. La semaine passée, il y avait 4 500 agents en télétravail dédiés à cette mission, contre 2 000 habituellement. »

Le fait est que la société Tessi, qui intervenait déjà en soutien à l'inscription des demandeurs d'emploi sur le site Internet et pour la saisie des bulletins de paie lors de la constitution du dossier d'indemnisation, ne cesse de rajouter des cordes à son arc. « Si ça continue, tout sera externalisé et

cette entreprise va devenir le nouveau Pôle emploi ! » lance Pierre Garnodier.

Alors que les conseillers risquent de devoir gérer un afflux massif de privés d'emploi dans un futur proche, l'opérateur public a également suscité l'incompréhension des syndicats en remettant, le 25 mars dernier, l'entretien d'inscription parmi ses priorités essentielles. Ce service pourrait, selon eux, changer la nouvelle donne, qui est de ne pas avoir plus de 3 ou 4 conseillers présents par Pôle emploi. « Cet entretien serait fait par téléphone, mais, pour les personnes qui ne peuvent pas télétravailler de chez elles, il est possible de les réaliser au téléphone, en agence ! précise Guillaume Bourdic. À charge pour chaque Pôle emploi de s'organiser, ce qui va créer des disparités et poser des problèmes de sécurité. On connaît la conscience professionnelle des conseillers, si un chômeur est en difficulté derrière la porte, il va être compliqué de la laisser fermée... »

Pour Michel Breuvart, du SNU-Pôle emploi, cette décision est à l'image du retard à l'allumage de l'opérateur en début de crise. « La direction a mis du temps avant de fermer les sites, on a déclenché plusieurs dangers graves et imminents, poursuit-il. On sait que, dans certaines agences à Angers ou à Paris-Diderot, une dizaine de personnes étaient encore présentes il y a deux semaines. Avec le retour de cet entretien individuel, la direction

nous montre que la priorité est de ne pas prendre trop de retard ! »

Cécile Rousseau ■

par Cécile Rousseau,





SOCIÉTÉ

« Le retard pris pendant le confinement ne pourra pas être rattrapé »

La précarité des familles, comme celle de certains enseignants, creuse la fracture numérique. Un handicap majeur pour la « continuité pédagogique », souligne le chercheur Stéphane Bonnery. Entretien.

Pourquoi constate-t-on que les élèves issus de familles populaires sont plus touchés par les difficultés posées par l'école à distance ?

Stéphane Bonnery Il y a d'abord les conditions matérielles. À rebours de l'illusion que la fracture numérique serait derrière nous, le décrochage numérique des familles populaires est plus fréquent. Selon qu'on a la 4G ou la fibre, une chambre avec un terminal numérique ou un outil de connexion à partager avec ses frères et sœurs, ses parents, cela change beaucoup de choses. Un smartphone, c'est bien pour faire ses courses en ligne, regarder des tutoriels ou récupérer des informations pour faire ses devoirs. Mais combien de familles ont un ordinateur, avec un clavier et une imprimante, pour pouvoir rédiger et avoir accès aux supports de cours que l'enseignant a préparés ? Un enseignant qui, lui-même, n'était pas préparé à ce mode de fonctionnement et gardait l'habitude de travailler avec des supports papier. C'est déterminant. Comment rendre un devoir dans un temps limité quand on doit se disputer un seul ordinateur ?

Que peuvent faire les enseignants ?

Stéphane Bonnery Ils connaissaient

déjà le problème en classe : il ne suffit pas de donner un exercice à tout le monde pour que tout le monde le réussisse. Là, on envoie des choses par Internet : comment s'en emparer sans le professeur, sans consignes... Est-ce qu'on apprend seul ? La dynamique de classe n'est plus là. L'enseignement mutuel, simultané, est empêché par le confinement et, à partir de ce qu'a pensé l'enseignant, on arrive à des situations très hétérogènes. Imaginer des supports pour un enseignement à distance, c'est un tout autre travail : le professeur doit être « dans » le support, pour rendre transparent tout ce qui est implicite. Le ministère fait comme si c'était évident, mais non, c'est très difficile ! Il faut saluer le travail phénoménal que font de nombreux enseignants pour garder le contact, éviter que les élèves ne se noient... L'enseignement à distance ne peut être une option de long terme. On avait déjà prévenu de cela quand, avec la réforme du bac, le ministère avait dit aux élèves privés de telle ou telle option dans leur lycée de la suivre par le Cned.

Que dit cette situation sur le fonctionnement actuel de l'école ?

Stéphane Bonnery Que les professeurs ne sont pas égaux entre eux. Par exemple, dans l'académie de Cré-

teil, on a des professeurs stagiaires qui arrivent d'autres académies et ne sont là que pour quelques mois. Ils n'ont pas de box Internet. Comment faire tout ce travail sur un smartphone ? Ce sont des jeunes qui sont souvent en ZEP, qui ont en plus un mémoire de recherche à rendre et une inspection en fin d'année... Il y a aussi la situation des nombreux contractuels, qui subissent la pression de la hiérarchie, laquelle utilise les outils numériques pour surveiller s'ils donnent bien du travail... Cela a pu aboutir à une surenchère de devoirs qui, au passage, a perdu quelques élèves.

Comment peut se passer la reprise des cours ?

Stéphane Bonnery Le retard pris pendant le confinement ne pourra pas être rattrapé. La solution serait de lisser les programmes sur deux ans avec des équipes pédagogiques stables, non pas composées à moitié de contractuels précaires. La continuité pédagogique ne peut pas être une exhortation à être productif : c'est un service public auquel on donne les moyens d'assurer l'éducation de tous et dans la durée. ■

Entretien réalisé par Olivier Chartrain





« Réquisitionner les locaux vides »

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont toujours à la rue. Elles sont les plus exposées au virus et les moins bien protégées, déplore Florent Gueguen, qui réclame un soutien accru de l'État. Entretien.

Beaucoup de personnes sont encore à la rue malgré le confinement. Qui sont-elles ?

Florent Gueguen Il y a encore plusieurs dizaines de milliers de personnes à la rue, en particulier à Paris, Toulouse ou Marseille. Depuis les mesures de confinement, l'État a mobilisé 7 600 places supplémentaires à l'hôtel, ce qui permet au total d'héberger 170 000 personnes. C'est une avancée, notamment pour les familles. Mais il reste beaucoup de personnes isolées, en grande difficulté, qui souffrent de la fermeture des accueils de jour et de la réduction des distributions alimentaires. Les risques de développement de l'épidémie sont également très élevés dans les bidonvilles, au sein desquels vivent des milliers de personnes. Nous avons également alerté le ministre du Logement de la situation catastrophique de certains foyers de travailleurs migrants où résident de nombreuses personnes âgées, très vulnérables au virus.

Quels sont les risques courus par ces populations face au virus ?

Florent Gueguen Les sans-abri sont exposés du fait de leur santé fragile. Ils sont souvent atteints de maladies chroniques qui affaiblissent leur système immunitaire. Des décès ont été

constatés, au Samu social ou à Emmaüs Solidarité. Et nous estimons qu'un millier de personnes hébergées sont atteintes du virus, un nombre en progression très rapide depuis la mi-mars.

L'État est-il assez mobilisé ?

Florent Gueguen Après avoir prolongé la trêve hivernale à la demande des associations, il a réquisitionné des chambres d'hôtel et ouvert 59 centres dédiés à des SDF malades. C'est une avancée, mais cela reste insuffisant face à l'immensité des besoins. Nous pensons qu'il faut une politique nationale de réquisition de tous les locaux vides, afin de proposer une solution à toutes et tous. Mais il y a un autre problème : les associations ont du mal, faute d'effectifs suffisants, à ouvrir de nouvelles structures. Les centres d'hébergement existants fonctionnent déjà avec 30 ou 40 % de salariés en moins...

Vous n'êtes donc pas assez soutenus ?

Florent Gueguen À ce jour, l'État, qui est responsable de la politique d'hébergement, est incapable de proposer le matériel de protection minimal (masques, gants, gel, blouses...) aux dizaines de milliers de salariés qui

travaillent au contact de SDF. Ces dernières sont les plus exposées au virus, mais aussi les moins protégées. Cette situation est indigne de la sixième puissance économique mondiale. Pour l'instant, nous réussissons à maintenir les centres ouverts grâce au dévouement des travailleurs sociaux. Mais pour combien de temps ?

Les lieux d'hébergement sont souvent collectifs, ou cantonnés dans des espaces très réduits. Quels problèmes cela pose-t-il ?

Florent Gueguen Le confinement est encore plus délicat à réaliser. Il faudrait des centres dédiés aux malades du Covid-19, mais le confinement dans la durée des SDF est complexe. Certains ne supportent pas de rester enfermés, d'autres ont des problématiques de santé mentale ou d'addiction... Pour les familles hébergées, l'inquiétude, c'est la déscolarisation des enfants. Nous travaillons avec Emmaüs Connect pour pouvoir équiper en matériel informatique les lieux d'accueil. Au final, cette crise agit comme un révélateur de toutes les carences des politiques d'hébergement. Il faudra en tirer toutes les conséquences. ■

par Camille Bauer,





SOCIÉTÉ

Les sauveteurs en mer à la rescoussse

Tous bénévoles, ces professionnels du secours se sont vite mobilisés, partout en France, pour prêter main-forte aux soignants et assister leurs concitoyens.

Depuis le début de la pandémie, les membres de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) ont troqué leurs célèbres gilets rouges contre des blouses et des masques. Évacuations sanitaires, renfort dans les centres médicaux et hospitaliers, livraisons de médicaments et de nourriture aux plus fragiles... Ils se portent volontaires partout où c'est nécessaire. « Aider les gens, c'est dans notre ADN », explique Bruno Clauquin, président de la station SNSM d'Audierne (Finistère). Lundi après-midi, il assurait l'accueil au centre Covid de Plouhinec, où les malades présentant des symptômes suspects peuvent se faire dépister sur demande de leur médecin. Dans le même temps, à Saint-Malo, 16 sauveteurs SNSM d'Ille-et-Vilaine se relaient par équipes de cinq depuis la mise en place, le 21 mars, d'un centre de consultation qui accueille chaque jour une cinquantaine de personnes. Toujours sur la côte atlantique, les bénévoles de la SNSM de La Rochelle ont aménagé, avec les services de la mairie, un camping pour héberger les sans-abri et leurs animaux...

La coopération avec les services d'urgences ne se limite pas aux régions côtières

Quelle que soit la mission, ce qui fait

la force des sauveteurs en mer, c'est leur réactivité. Formés au secourisme et aux situations d'urgence, ils doivent partir en mer dans le quart d'heure, dès qu'une alerte est lancée par les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (Cross). C'est donc sans surprise qu'ils ont été sollicités pour des missions d'évacuation sanitaire par voie maritime : le 22 mars, quatre sauveteurs de l'île de Groix ont transporté avec leur vedette de sauvetage un patient suspecté d'être infecté par le coronavirus. Deux jours plus tard, les bénévoles de la station de Quiberon ont évacué, depuis Belle-Île, une femme victime d'insuffisance respiratoire, en collaboration avec les pompiers et le Samu.

La coopération avec les services d'urgences ne se limite pas aux régions côtières, puisque le Centre de formation et d'intervention (CFI) de la SNSM Paris s'est allié au Samu 75 pour mettre à disposition ses sauveteurs bénévoles. Thibault Queiro est l'un d'entre eux. Il a participé à deux transports de patients atteints du Covid en TGV médicalisé de Paris vers Rennes pour désengorger les hôpitaux de la capitale. « C'était éprouvant. Arrivés à la gare Austerlitz dès 5 heures du matin, on est rentrés le soir, à 22 heures. Notre mission la plus délicate a été le brancardage des malades. On n'a pas l'habitude de

voir autant de personnes en état critique d'un coup », se souvient le jeune professeur d'EPS, qui tient à souligner le bon accueil reçu. « L'équipe médicale nous a tout expliqué et nous témoigné sa reconnaissance. On a aussi pu échanger sur nos pratiques, c'était humainement très riche. » En attendant un éventuel autre convoi, Thibault participe à des missions de régulation des appels, à l'organisation logistique des secours. Comme pour tous ses collègues de la SNSM, il voit son engagement comme « une évidence ». « C'est tout à fait normal de se mobiliser pour effectuer du soutien aux populations, puisque nos missions premières sont très fortement restreintes », confirme Arnaud Kurzenne, inspecteur des nageurs-sauveteurs. Mais le cadre pense aussi à l'après : « Le problème, c'est que nos formations et nos entraînements ont aussi été suspendus, ce qui risque de nous mettre en difficulté quand il faudra envoyer des jeunes surveiller les plages cet été... » ■

par Eugénie Barbezat ,





SOCIÉTÉ

Mutinerie

Sous les discours de circonstance, les libéraux qui nous gouvernent et leurs assistants zélés persistent dans leur politique de destruction des services publics. Après un pauvre mea culpa en 2003, à la suite de l'hécatombe dans les Ehpad liée à la canicule, rien n'a été fait pour empêcher du personnel. Pourtant, les syndicats, soutenus par l'association des directeurs de ces établissements, ont réclamé un encadrement d'un soignant par résident, ce qui nécessitait la création de près de 300 000 emplois. Impossible ? Voir... Les groupes privés de ce secteur accumulent les bénéfices, assis sur des tarifs honteusement élevés au regard du service rendu. Plusieurs ministres de la Santé, sourds à ces revendications, viennent de publier une tribune pour vanter la gestion de la crise par le gouvernement actuel. Ils

se soutiennent entre « amis » pour masquer leurs responsabilités ! Le directeur de l'ARS du Grand-Est, en pleine crise, annonce vouloir maintenir le plan de retour à l'équilibre financier du CHU de Nancy, qui doit se traduire par les suppressions de centaines de lits et d'emplois... Ancien conseiller de Marisol Touraine, il poursuit avec docilité l'entreprise de destruction de l'hôpital public à son nouveau poste. La gestion autoritaire par certains directeurs d'hôpitaux se poursuit et s'amplifie. Les salariés doivent se taire, sinon ils sont sanctionnés comme notre collègue de Marseille qui, après avoir publié une vidéo dénonçant la piètre qualité des surblouses fournies par l'hôpital, a été convoquée pour un entretien à visée disciplinaire. Mais dans quel pays vivons-nous ? Allons-nous « fusiller » comme en 14-18 les mutins qui se

révoltent contre l'incurie des « généraux » ? Et puis, il y a les mensonges de Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, responsable du démantèlement de plusieurs établissements. Il n'a pas supporté que nous demandions l'utilisation des locaux vides de l'Hôtel-Dieu pour ouvrir des lits, notamment de réanimation. Et encore moins que cette proposition soit soutenue par Anne Hidalgo, maire de Paris. Pour contrer ce projet, il a affirmé que les alimentations en gaz (oxygène et air) avaient été démantelées, ce qui est faux. Le personnel ouvrier de l'établissement l'a vérifié encore ce lundi. Conclusion : il va vraiment falloir se battre pour changer la politique menée pour l'hôpital public. ■





EN DÉBAT

Épidémie : la politique de Macron en cause

Sans être préremptoire, il est possible, d'ores et déjà, de tirer des leçons de la crise actuelle. Ainsi, l'épidémie montre-t-elle la nécessité de disposer d'un système de santé à la fois apte à s'appuyer sur des hôpitaux et des centres de santé, actifs au plus près des populations et des territoires, et disponible pour des opérations internationales les plus larges possible. Évidemment, un tel déploiement en réseau sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones faiblement peuplées, a un coût élevé, mais il nous permettrait de faire probablement l'économie de crises comme celle que nous traversons. Un tel constat est en totale contradiction avec la démarche mise en œuvre jusqu'à présent par le président de la République.

Emmanuel Macron, son gouvernement et ses ministres de la Santé ont réduit les difficultés auxquelles se heurte le système de soins à un problème d'organisation. Pour l'hôte de

l'Élysée, comme il l'a déclaré en septembre 2018 à l'occasion d'un discours sur sa politique de santé, il ne s'agirait pas de traiter les difficultés en dépensant plus, mais en s'organisant mieux, notre système de santé ne souffre pas d'abord d'un problème de sous-financement, il pèche par un vrai handicap d'organisation, le modèle d'organisation n'est plus adapté ni à la demande, ni à l'offre de soins ». Étrange parenté : le diagnostic est le même que celui réalisé par l'un de ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy. En déplacement à Strasbourg, celui qui était alors le chef de l'État affirmait, le 9 janvier 2009, qu'il fallait réorganiser les établissements pour répondre aux récents dysfonctionnements. Et non leur fournir davantage d'argent et de moyens.

Cette politique a mis la France en grande difficulté. C'est ainsi que la capacité d'accueil de nos établissements hospitaliers est bien inférieure

à celle d'autres pays développés. En 2018, selon l'OCDE, il y avait dans notre pays 5,98 lits d'hôpital pour 1 000 habitants, contre 8 en Allemagne, 7,37 en Autriche, 12,27 en Corée du Sud, 13,05 au Japon, 8,05 en Russie. D'autres pays ont fermé encore plus de lits qu'en France, ainsi la proportion pour 1 000 habitants n'est que de 2,77 aux États-Unis, 2,5 au Canada, 2,5 au Danemark, 2,97 en Espagne, 3,18 en Italie. Au vu de ces données, on comprend mieux les désastres actuels.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron va-t-il en tirer les conséquences ? Rien n'est moins sûr, sa frilosité à débloquer des fonds pour la santé, l'emploi hospitalier, la recherche, au cœur de la crise permet d'en douter. C'est aux forces de progrès qu'il revient d'obtenir ce changement de cap. ■

par Pierre Ivorra ,





POLITIQUE

Les députés PCF déposent une commission d'enquête

De l'affaiblissement des capacités de soins au non-respect des recommandations de l'OMS, l'objectif est de faire la lumière sur la gestion de la crise du coronavirus.

Ils veulent aller plus loin, beaucoup plus loin que la simple participation à la mission d'information Covid-19 chapeautée par le président de l'Assemblée, Richard Ferrand. Hier, les députés PCF ont demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire « visant à identifier les dysfonctionnements dans la gestion sanitaire de la crise du coronavirus ». « Nous voulons lever la chape de plomb démocratique. Nous sommes dans une démarche constructive : il faut pointer ce qui a conduit à l'ampleur de cette crise, pour tirer les conséquences et limiter les pandémies futures », explique André Chassaigne, président du groupe GDR.

« Nous déposons cette commission car nous n'excluons pas que la mission d'information en cours soit une mission d'envumage. Il pourrait s'agir d'une démarche occupationnelle des députés, alors qu'il faut de l'action. Nous ne sommes pas dans une volonté polémique : nous voulons pointer les dysfonctionnements pour les résoudre véritablement », précise Sébastien Jumel. Les députés PCF ne se satisfont pas de la proposition de Richard Ferrand de transformer la mission en cours en commission d'enquête plus tard, lors d'une « seconde phase ». Le président de l'Assemblée insiste : « Nous cherchons des solutions, pas des cou-

pables. Seul le virus est coupable ! »

« Pour trouver des solutions, l'analyse des erreurs du passé est précieuse. D'autant que des dysfonctionnements majeurs ne sont toujours pas réglés. Il y a urgence sur les masques, les tests, les médicaments, les bouteilles d'oxygène et le gouvernement botte en touche sans vouloir remédier à l'origine de la pénurie », observe André Chassaigne. Le député entend ainsi nationaliser l'usine Luxfer en France, dernier site de fabrication de bouteilles d'oxygène d'Europe, fermée l'an dernier et toujours inactive alors que les salariés sont prêts à relancer la production. L'exécutif refuse aussi de reprendre le site Famar. « Mais peut-on réellement se priver de la fabrication sur le territoire de douze médicaments d'intérêt majeur ? Il faut changer de logiciel au plus vite », alerte Pierre Dharréville.

Le député PCF appelle à « abandonner au plus vite les suppressions de postes et de lits programmées à l'hôpital », et craint que la création de la commission ne soit empêchée. « Nous allons utiliser notre droit de tirage. Mais il existe un précédent : une enquête sur la réforme des retraites a été bloquée par la majorité il y a peu. Nous verrons, mais cela sera révélateur d'un état d'esprit », prévoient-

il. « Je ne vois pas les raisons d'un refus. Notre commission ne télescope aucune autre. Il faut respecter le droit des parlementaires, d'autant plus sur une crise aussi grave sur laquelle il faut faire la lumière », insiste André Chassaigne.

Dans leur texte, les communistes s'interrogent notamment sur les milliards d'euros enlevés à l'hôpital public, les 100 000 lits supprimés en vingt ans, mais aussi sur le non-respect des recommandations de l'OMS par la France concernant l'arrivée du coronavirus. « Nous n'aurons pas une mémoire de poisson rouge. Cette crise est un accélérateur de la révélation de ce que nous dénonçons depuis des années. Affaiblir l'hôpital public, découper notre appareil productif et industriel, c'est abîmer l'État, sa souveraineté sanitaire et sa capacité d'action au service des citoyens », prévient Sébastien Jumel, qui appelle à repartir dans le bon sens. « En petit comité, le gouvernement prépare les mesures d'après, nous ne sommes pas dupes. Ils vont essayer de conforter leur modèle. Nous en avons un autre et nous allons présenter, mercredi, 74 mesures d'urgence pour le présent et pour les jours heureux d'après », annonce André Chassaigne. ■

par Aurélien Soucheyre,





POLITIQUE

« N'attendons pas la fin de la crise pour le monde d'après »

Toute la semaine, l'Humanité interroge les responsables de gauche sur leur vision du « jour d'après ». Adrien Quatennens, coordinateur de la France insoumise et député du Nord, propose un « gouvernement de salut commun ».

La crise du coronavirus amènera-t-elle inéluctablement un monde d'après différent de celui d'avant, comme l'a affirmé Emmanuel Macron ?

Adrien Quatennens Le pire serait qu'après, la crise soit comme avant. Nous avons le devoir d'y travailler. Je revoyais, il y a quelques jours, le discours de Nicolas Sarkozy à l'issue de la crise financière, il y a douze ans. On devait en finir avec le capitalisme sauvage. Quelles leçons de cette crise ont été retenues ? Aucune. Aujourd'hui, la crise est d'abord sanitaire. Mais nous ne combattons pas seulement un virus. Ce serait faire une erreur de diagnostic. Nous combattons les effets d'un virus sur un modèle politique et économique qui a tout fragilisé, tout détruit et nous a mis en situation de vulnérabilité. Le coronavirus n'était sans doute pas prévisible, mais les conséquences à venir du changement climatique, elles, sont annoncées. Nous aurons demain à faire face à des crises d'une autre nature que celle-ci, mais d'ampleur similaire, voire plus importantes encore. Elles nécessiteront aussi une mobilisation générale. Ce que révèle la crise du Covid-19, c'est que nous n'y sommes pas prêts. La priorité est donc évidemment la crise sanitaire et son impact économique, mais on ne peut pas attendre la fin de cette crise pour commencer à construire le monde d'après. Le monde d'après commence maintenant.

Que proposez-vous donc pour le construire dès à présent ?

Adrien Quatennens Il faut d'abord être clair sur le diagnostic. Bien sûr, il y a eu un retard à l'allumage de la part du gouvernement. Ils naviguent à vue. Pendant trois semaines, on a dit aux Français que nous étions face à une sorte de grippe et qu'il suffisait de bien se laver les mains avant de passer en temps record au confinement. Entre-temps, on a appelé les Français à aller voter alors qu'on venait de fermer les lieux publics. La doctrine s'agissant des masques relève davantage de la gestion de pénurie que du discours sanitaire. Le gouvernement refuse d'établir la liste des secteurs indispensables pour permettre à tous les autres de se confiner, mais établit une liste similaire pour augmenter considérablement le temps de travail. L'improvisation est totale. Mais l'hôpital n'a pas attendu le coronavirus pour tirer la sonnette d'alarme : cela fait un an que le personnel est en grève. Cette crise est l'échec de ceux qui ont préféré le libre marché à l'État, la concurrence à la coopération, le libre-échange à la relocalisation de la production. Une telle mise à l'arrêt de notre économie est aussi une occasion historique de changer de modèle. Si j'en juge par le contenu des ordonnances du gouvernement, il considère plutôt cette crise comme une parenthèse après laquelle tout devra recommencer. Je mets en garde contre une stratégie du choc qui viserait à faire payer la

crise aux salariés. Le gouvernement est prêt à sucer des congés payés mais pas à rétablir l'ISF pour la planification sanitaire. Son modèle ne peut pas être la solution car il est l'essentiel du problème.

Que proposez-vous comme alternative à une remise de l'ancien monde sur les rails ?

Adrien Quatennens Dès l'entrée dans le confinement, la France insoumise a publié un document en 11 mesures d'urgence pour faire face à la crise immédiate. Par exemple, il nous faut 10 milliards d'euros pour remettre l'hôpital public sur pied. Nationaliser et réquisitionner des entreprises stratégiques. Qu'attend le gouvernement pour nationaliser Luxfer et Famar qui produisent du matériel essentiel ? Nos mesures visent aussi à éviter que les Français ne subissent dans leur quotidien le choc économique qui résulte de la crise sanitaire. Les revenus doivent être garantis. Nous proposons, par exemple, la suspension des loyers dans cette période. Nous avons lancé une pétition pour le rétablissement de l'ISF et déposé plusieurs propositions de loi, dont une pour la constitution d'un pôle public du médicament. Le médicament n'a pas vocation à entretenir les profits incroyables de l'industrie pharmaceutique. Nos travaux se poursuivent car nous nous sommes constitués en commission d'enquête officielle et faisons de nombreuses auditions.

Comment éviter que la facture de la crise ne soit payée ensuite par les salariés ?

Adrien Quatennens Poussons dans l'autre sens ! Regardez comme, en l'espace de quelques jours, de nombreux totems prétendument indéboulonnables sont tombés : au revoir les règles budgétaires européennes, au revoir les réformes injustes... L'Union européenne apparaît

d'ailleurs dans la période comme ce qu'elle est véritablement : une illusion d'optique incapable de se coordonner et coupable d'avoir exigé des politiques d'austérité qui nous ont poussés à la catastrophe. Le moment est venu de construire autour de nos causes communes. C'est un gouvernement de salut commun qu'il faut mettre à l'ordre du jour. Le bon cadre, selon nous, serait celui d'une fédération populaire qui permette la

jonction entre le monde associatif, syndical et politique. La France insoumise y est prête, sans tarder. Mais ne faisons pas croire que nous partirions d'une page blanche. Ce n'est pas vrai. S'il doit pouvoir être amélioré, le programme « l'Avenir en Commun » est toujours sur la table. ■

par Diego Chauvet,





Pénurie de masques : chronique d'un mensonge

La volte-face de l'exécutif sur la protection du visage révèle les duperies du pouvoir macroniste dans la gestion de la crise. La pénurie a été dissimulée derrière des consignes sanitaires irresponsables. Retour sur un véritable scandale.

Gouverner, c'est prévoir. Et, sur ce sujet, le gouvernement ne peut plus se voiler la face. Depuis deux mois, il a délibérément menti pour étouffer le scandale de la pénurie. « Il n'y a pas besoin d'un masque quand on respecte la distance de protection vis-à-vis des autres », expliquait, mardi, la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, argumentant laborieusement : « Je ne sais pas utiliser un masque (...) ce sont des gestes techniques. » Des « éléments de langage » fantasques déclinés sur tous les tons. « Il faut sortir de ce fantasme autour des masques, explique également la ministre Agnès Pannier-Runacher, le 19 mars. Respecter une distance de plus d'un mètre, c'est beaucoup plus efficace qu'un masque. Et, surtout, on a des cas de contamination de gens qui portent des masques et le tripotent toute la journée. » Un raisonnement repris par le premier ministre lui-même devant la mission d'information parlementaire, mercredi dernier. « Il n'y a pas de preuve que le port du masque dans la population apporterait un bénéfice. Ce serait même plutôt le contraire, à cause d'une mauvaise utilisation », a osé Édouard Philippe devant les parlementaires.

Deux jours plus tard, l'Académie de médecine prend le pouvoir macroniste de court et met fin à l'omerta en demandant que le port d'un masque « grand public » ou « alternatif » aux masques médicaux soit rendu obligatoire pour les sorties pendant la pé-

riode de confinement et lors de sa levée. Jérôme Salomon, le directeur général de la santé, lui emboîte le pas. « Nous encourageons le grand public, s'il le souhaite, à porter des masques, en particulier ces masques alternatifs qui sont en cours de production ! » lance-t-il lors de son point presse quotidien, contredisant le discours officiel tenu jusqu'ici par les ministres à longueur d'antenne. Alors, pourquoi avoir attendu si longtemps, au risque de nouvelles victimes, pour consentir à ce changement de cap ?

Cette préconisation sanitaire du masque pour tous figurait pourtant noir sur blanc dans un rapport publié en mai 2019 par Santé publique France. « En cas de pandémie, le besoin en masques est d'une boîte de 50 masques par foyer, à raison de 20 millions de boîtes en cas d'atteinte de 30 % de la population » y est-il clairement écrit. Une recommandation qui n'a pas été suivie d'effet. Pour la simple et bonne raison que, dès le mois de janvier, le gouvernement savait qu'en cas de pandémie, il n'y aurait pas assez de masques pour répondre aux demandes. Empêtré dans ses mensonges, l'exécutif se retrouve alors face à une double contrainte : gérer la crise à coups de commandes précipitées et chaotiques, et tenter de camoufler politiquement cette pénurie qui aurait pu être évitée. Les ministres se gardent bien, d'ailleurs, de prononcer le mot, évoquant des « ten-

sions » sur le marché mondial ou des « manques avérés ». « Il n'y a pas de sujet de pénurie », insiste Jérôme Salomon, le 26 février.

Un choix délibéré de cacher la vérité

Un mois plus tôt, la ministre de la santé, Agnès Buzyn, assurait que « des dizaines de millions de masques étaient en stock, en cas d'urgence », et que « tout cela (était) parfaitement géré par les autorités ». « Et si un jour il fallait porter un masque », ajoutait-elle, alors nous distribuerions le masque, il n'y a absolument aucune raison d'aller en acheter ». En coulisses, c'est la panique. L'exécutif sait que s'ouvre une course contre la montre pour importer et produire des milliards de masques. Mais la gestion des commandes par les différents services concernés s'avère chaotique, avec des commandes tardives en trop faibles volumes et une coordination hasardeuse. Pendant ce temps, au front, les soignants découvrent effarés que la France ne dispose pas de stocks suffisants pour faire face à l'épidémie. Des médecins portent plainte contre l'État. Pas de quoi intimider le gouvernement, qui s'enferre dans ses mensonges. Le 17 mars, le nouveau ministre de la Santé, Olivier Véran, affirme avec morgue que « nous avons assez de masques aujourd'hui pour permettre aux soignants d'être armés face à la maladie et de soigner les malades ». C'est une tout autre

histoire, tragique, qui s'écrivit au même moment dans les hôpitaux et Ehpad.

Le gouvernement s'était pourtant targué de jouer la transparence

Ce jour-là, Olivier Véran lâche le chiffre fatidique : « 110 millions de masques » seraient disponibles dans les stocks de l'État. Il y en avait plus d'un milliard, dix ans plus tôt. Alors comment expliquer cette disette ? Le tournant dans la gestion des stocks date du quinquennat Hollande. En 2013, la ministre de la Santé, Marisol Touraine, décide de supprimer les stocks de l'État et de transférer cette compétence aux employeurs, qu'ils soient publics ou privés. En 2015, un rapport sénatorial

juge la situation « catastrophique » et préconise que l'État conserve ses stocks stratégiques. Il n'en sera rien et la confiance aveugle dans la production chinoise accélérera la catastrophe.

Mais, au lieu de jouer la transparence, comme il s'y était pourtant formellement engagé devant les Français, et de mettre sur la table la réalité de cette pénurie, l'exécutif choisit de cacher la vérité sous une communication indigente. Lors de sa visite d'une usine de masques du Maine-et-Loire, mardi 31 mars, pour tenter de redorer son blason et démontrer qu'il était aux manettes pour doper la production nationale, Emmanuel Macron a dénoncé les « irresponsables » qui en sont « déjà à faire des procès, alors que nous n'avons pas gagné la guerre ». Une

étrange manière de qualifier les interventions de l'opposition parlementaire, dont le devoir est d'interroger les choix politiques censés être pris dans l'intérêt général.

Hier, face au tollé provoqué par ce changement de discours sur le port du masque, Olivier Véran a encore une fois noyé le poisson. Interrogé par l'opposition sur ce « flottement », le ministre de la Santé s'est contenté de répondre que la question restait « ouverte ». « À mesure que les recommandations scientifiques évoluent, nous sommes amenés nous-mêmes à nous réinterroger », a poursuivi le ministre. Celles de l'Académie de médecine et du directeur général de la santé sont pourtant on ne peut plus claires. ■

par Rachel Prizac





«Moi aussi, j'ai envie d'être quelqu'un qui fait juste son travail»

Etudiants en médecine et élèves infirmiers sont nombreux à venir en renfort dans les hôpitaux. Une entrée en matière souvent éprouvante.

Il trépigne depuis deux semaines dans son appartement. «C'est le parfait moment, cette crise. Pouvoir aider. Se sentir utile, réaliser ce qu'on veut faire à la base, quoi.» Eliot, 22 ans, en quatrième année de médecine à Paris, a embauché lundi comme infirmier à l'hôpital Saint-Joseph, dans le XIVe arrondissement. «Faut pas non plus que je sois un boulet. Mais j'envisage cela comme une expérience assez stimulante», dit le futur médecin, avec un peu d'appréhension et, surtout, de l'impatience. «Ça fait du bien de se sentir utile, ne pas subir. C'est un privilège», estime, quant à lui, Mathis, en deuxième année. Lui aussi commence cette semaine, en enfilant une blouse de «renfort aide-soignant» à l'hôpital Saint-Louis.

En pleine crise du Covid-19, toutes les bonnes volontés - y compris les apprenties bonnes volontés - sont accueillies à bras ouverts. Plan d'attaque : «Les troisième année font du secrétariat, comme répondre aux familles, faciliter les trajets des brancardiers et ambulanciers. Pour les "2A" [deuxième année, ndlr] comme moi, notre mission, c'est le bionettoyage. On doit assister les infirmiers ou aides-soignants qui entrent dans les chambres des malades», explique Mathis. Lui reste dans le couloir, chargé de retranscrire les constantes dans le classeur ad hoc, puis de nettoyer poignées de porte et hublots extérieurs, tout cela pour «limiter au maximum les va-et-vient» avec les zones à risque. Jade, qui sera infirmière diplômée dans quelques mois, occupe

le même poste à Lyon. Là-bas, ils appellent cela les «aides-soignantes circulantes». Ces petites mains facilitent le travail des soignants, ou les remplacent parfois quand les effectifs manquent. Comme Thibault, 21 ans et étudiant en troisième année de médecine, missionné dans un service de gériatrie parisien : «On a besoin de nous, parce que les aides-soignants et les infirmiers titulaires sont appelés dans les services Covid. Et pas mal sont infectés aussi. On permet de soulager des équipes déjà en sous-effectif chronique toute l'année.»

Depuis la flambée de l'épidémie, les étudiants sont nombreux à s'être portés volontaires. De tous horizons. Médecins en herbe, bien sûr : depuis l'activation du fameux «plan blanc» le 6 mars et la réorganisation dans les hôpitaux, beaucoup d'externes - ces étudiants de quatrième, cinquième et sixième année d'études - ont vu leur stage se terminer plus tôt que prévu et sont donc mobilisables. Mais aussi les élèves de kiné ou de dentaire. Gérard Friedlander, doyen de la faculté de médecine de l'université Paris-Descartes, frétille : «Le 1er avril, on avait 360 redéploiements d'étudiants, dont 76 infirmiers, 119 aides-soignants ou brancardiers, 11 à la logistique, 84 qui sont à Covidom [plateforme de télésuivi médical installée dans le centre de documentation du campus Picpus de l'AP-HP] et 72 déployés au Samu et dans les centres 15. Nous avons de la gratitude et de l'admiration. On fait uniquement du bénévolat. Pas besoin de réquisition pour l'ins-

tant.»

«C'est extrêmement frustrant de rester chez soi»

Cela dépend tout de même des secteurs. Des élèves d'une école d'infirmiers lyonnaise racontent ces messages un peu ambigus de la direction, invitant les volontaires à se manifester en précisant que «ces missions sont nécessaires pour valider votre année»... «Autant dire qu'on n'a pas vraiment le choix, commente l'une des étudiantes. De toute façon, la plupart d'entre nous voulaient participer. Si non, il y a de quoi se poser des questions sur le métier qu'on s'apprête à faire, non?»

A d'autres endroits, le nombre de volontaires dépasse les besoins... Avec parfois une forme de frustration, voire de culpabilité. Mathias, interne à Strasbourg, s'en désole : «C'est un peu la drôle de guerre. Avec de nombreux collègues internes en neurologie, on a le fusil au pied, mais on attend l'ouverture d'un nouveau service d'hospitalisation Covid.» Pour l'instant, il n'a aidé «que» trois demi-journées au Samu, pour faire de la régulation téléphonique. «C'est extrêmement frustrant de rester cantonné chez soi. J'ai beaucoup moins de travail que d'habitude, mais les collègues infirmières ou les médecins en réanimation subissent une fatigue et un stress extrêmes. Moi, je ne mérite pas qu'on m'applaudisse le soir, parce que je ne peux pas aider.» Oriane, en cinquième année et confinée à Paris, opine : «Quand on est ex-

terne, on veut faire partie des équipes médicales. Sinon, on a l'impression d'être à côté de l'endroit où tout se passe.» Dans sa fac, ce sont les élus (les élèves représentants) qui proposent des missions sur des groupes Facebook privés, et c'est limite la bagarre. «*Il y a tellement de volontaires et trop peu de missions, en l'espace d'une heure tous les postes sont pris.*» Oriane avait d'abord postulé pour intégrer une équipe du Samu. Elle vient finalement d'être appelée pour un poste d'assistante de recherche clinique à Necker.

Eliot, en quatrième année de médecine, est devenu infirmier, et Mohamed a été affecté dans un service de médecine générale. Photo Marie Rouge pour Libération

Certainement débordés par l'afflux initial de volontaires, les hôpitaux passent de l'improvisation à une organisation cadree d'un point de vue légal. «*Dès l'instant qu'ils travaillent à l'hôpital, les étudiants de la faculté de médecine sont des travailleurs hospitaliers comme les autres, donc protégés et couverts de la même manière*, assure le doyen Friedlander. C'est plus compliqué pour les envoyer dans les Ehpad, car il faut rédiger des conventions particulières à chaque fois.» Un arrêté du 28 mars fixe la rémunération : les étudiants de médecine exerçant un job d'infirmier sont payés comme des infirmiers, ceux occupant un poste d'aide-soignant sont rémunérés comme des aides-soignants...

«Je suis impressionnée par ce que je vois»

Les étudiants restés sous le statut de stagiaire au moment du confinement sont en revanche désavantagés, comme Charlotte (1), étudiante en cinquième année de médecine. Libérée de son service de chirurgie orthopédique à l'annonce du «plan blanc», elle a été très vite envoyée en réani-

mation. Depuis, elle enquille les gardes avec des malades du Covid-19 pour une indemnisation de 210 euros par mois. Elle note les constantes, remplit les protocoles de recherche qui sont ensuite envoyés aux attachés de recherche clinique. La semaine dernière, elle était mi-brancardière mi-infirmière. «*Mini-interne*» aussi. Charlotte a quelques patients attitrés, même si un médecin plus expérimenté la supervise constamment. La rémunération, elle n'y pense plus. «*C'était une évidence pour moi de rester là où je suis utile. Je suis impressionnée par ce que je vois à l'hôpital, les personnels sont hyper présents, tous font des horaires de fou.*»

Forcément, vivre cette crise de l'intérieur aux prémices de leur carrière les interpelle puissance XXL. Pas tant sur le sens du métier : «*En ce moment, il y a une sorte d'idéalisation autour du corps médical et paramédical, alors qu'ils font juste leur travail*», pose Oriane. Ils le font très très bien, mais c'est leur mission. Et moi aussi, j'ai envie d'être quelqu'un qui fait juste son travail.» Mais tous s'interrogent sur «l'état de l'hôpital», qu'ils découvrent «complètement dans le dur», pour reprendre les mots de Mohamed, parti renforcer l'équipe de médecine interne de la Pitié-Salpêtrière à Paris : «*Pour trouver des gants, il faut faire les fonds de tiroir, les déstocker de la réserve.*»

Ils se retrouvent plongés dans le vif, sans ménagement. Comme Selma (1), étudiante en deuxième année, qui dès le début de son volontariat a dû préparer «*des kits décès*», en regroupant dans une petite pochette le certificat de décès et d'autres documents. «*On doit aussi s'assurer qu'on a assez de draps pour envelopper les défunt. Il en faut deux par corps. Hier, on avait juste le nécessaire pour les quatre décès du jour. On a dû demander à la famille d'un défunt de res-*

ter dehors, ça m'a brisé le cœur. Je les ai vus devant l'hôpital pleurer leur père. On n'a pas le temps de prendre en charge convenablement le deuil des familles.» Elle a fini la journée «*chamboulée et bousculée*».

«A l'hôpital, on s'en prend plein la figure»

«*C'est tellement le rush que tu t'actives très vite, tu ne réfléchis pas trop*», pointe Jade, en cinquième année de dentaire. Elle s'est retrouvée catapultée dans le service de gériatrie de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine, à l'étage des patients diagnostiqués positifs au Covid. Un environnement radicalement différent de l'univers de Covidom, où l'étudiante œuvrait bénévolement jusqu'alors : «*Là-bas, ma mission était de rassurer par téléphone des malades anxieux, qui craignaient d'avoir le Covid car ils avaient de la fièvre ou un peu de toux. Ici, on s'en prend plein la figure. A l'hôpital, l'ambiance est hyper anxiogène, avec des pancartes "Covid-19" affichées partout. Psychologiquement, je pense que ça va vite être difficile.*»

Dans la région lyonnaise, Julia (1), future infirmière, parle d'une voix un peu chancelante, même si elle ne doute pas un instant d'être là où elle doit être. Depuis le début de la crise, elle fait des vacations dans une caserne de pompiers, où elle intervenait déjà comme volontaire. Elle est habituée aux situations d'urgence, elle a appris à agir avec calme et rigueur pour être efficace. Mais en l'écoutant, on mesure la difficulté du moment. Elle ne veut pas trop s'épancher de peur de trahir le secret médical, mais à mots couverts elle exprime l'impuissance face à «*ces situations où tu n'as aucune prise*» : «*Tu arrives, la personne parle, semble aller à peu près. Et en l'espace de vingt minutes, elle désature. Tu fais tout ce qu'il faut, tu donnes de l'oxygène, et rien ne marche.*» Comme cet homme

embarqué en urgence devant son épouse désemparée, qui n'était pas autorisée à l'accompagner. Julia décrit aussi ces équipiers, pourtant professionnels aguerris, qui reviennent d'intervention sans décrocher un

mot durant un long moment, le visage marqué. «*On le vit. On se rend compte à quel point c'est violent.*»

(1) Les prénoms ont été modifiés. ■

par *Sylvain Mouillard, Marie Pi-quemal, Anaïs Moran et Guillaume Krempp*





HORIZONS

Une psy pour soigner les soignants

Paroles de soignants 5 | 5 Frédérique Warembourg, 45 ans, responsable de la cellule d'urgence médico-psychologique du Nord, raconte au « Monde » ce que le personnel médical lui dit de la crise sanitaire

Mardi 24 mars. La semaine dernière, j'ai mis la psychiatrie ambulatoire entre parenthèses. J'ai fait annuler toutes les consultations programmées et je me suis concentrée sur la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP). Lors d'un événement grave ayant un impact collectif – un attentat, un accident du travail dans une entreprise, un suicide dans une institution –, les CUMP ont pour rôle d'apporter leur soutien. Dans la crise sanitaire actuelle, les soignants qui ont en charge des patients atteints par le Covid-19 vont en avoir besoin. La période est très anxiogène pour eux, surtout en réanimation. Leur service a été totalement réorganisé, ils vont voir des gens mourir et, le soir, lorsqu'ils rentrent chez eux, ils se demandent s'ils ne vont pas ramener le virus à la maison. Mon mari et mes deux adolescentes sont confinés et, tous les soirs, moi aussi, j'ai cette inquiétude.

En quelques jours, la plate-forme téléphonique a été mise en place, avec un numéro unique. Nous reprenons également les appels « psy » du SAMU, pour le soulager un peu. Il y a dix postes, six pour les soignants, quatre pour la régulation SAMU. Les psychologues, les psychiatres, les infirmiers de psychiatrie du CHU qui se sont portés volontaires se relaient pour répondre aux appels. Les postes sont espacés de plus d'un mètre les uns des autres, il y a du gel hydroalcoolique et des lingettes pour les

désinfecter. On s'attend à ce que le nombre des appels augmente progressivement. Mais encore faut-il que les soignants en prennent le temps ! On sait bien que, dans le feu de l'action, on a du mal à se poser. A se préserver nous-mêmes, alors que c'est essentiel.

Dès le lycée, j'ai su que je voulais être psychiatre. Je suis issue d'une famille de médecins universitaires, mon père était chirurgien cardio-vasculaire au CHU de Lille, mon grand-père médecin interniste et président d'université au CHU de Lille... Pour moi, l'hôpital était une évidence : le service public, je l'ai dans les gènes. Et puis j'aime travailler en équipe. Avec des collègues venant d'horizons différents, autour de situations complexes. J'ai fait de la psychiatrie de liaison pendant sept ans avant de passer à la psychiatrie d'urgence.

J'ai commencé à m'intéresser à la question du psychotraumatisme un peu par hasard, en discutant avec une collègue qui travaillait en gynéco. Elle me parlait du stress post-traumatique des femmes victimes de viol, à qui, à l'époque, on ne proposait pas grand-chose en termes de prise en charge. De fil en aiguille, j'ai fini par quitter les urgences. Depuis novembre dernier, je suis responsable de la CUMP du Nord et du centre régional de psycho-trauma. J'adore le contact avec les patients.

Mercredi 25 mars. Aujourd'hui, ma-

raude avec l'un de mes collègues dans les services de réanimation de l'hôpital. Pour donner le numéro de la plate-forme de soutien aux soignants, les informer qu'on est disponibles, qu'on est là pour eux. On leur dit qu'ils peuvent aussi venir en consultation, certains n'aiment pas l'idée de parler au téléphone.

L'activité est en train de monter sérieusement dans ces services, et je suis impressionnée par l'engagement des équipes. Chez ceux qui ont trouvé le temps de nous parler, deux choses m'ont frappée. La première, c'est la peur. En «réa», les soignants ont l'habitude d'être confrontés à des situations cliniques difficiles, à des personnes en fin de vie. Mais d'ordinaire, ils se sentent en sécurité. Là, ils savent qu'ils peuvent attraper le virus. L'une d'elles m'a demandé : «J'ai des enfants en bas âge, est-ce qu'ils peuvent me faire des câlins quand je rentre le soir ?» On en a discuté avec des collègues pédopsychiatres, on a regardé les recommandations... Mais comment voulez-vous ne pas approcher un bébé de 16 mois ? Quel est le sens, pour un tout-petit, d'être tenu à distance du parent qui rentre à la maison ? La vie continue, chacun se débrouille avec les précautions qu'il prend ou ne prend pas. Moi, quand je rentre, je prends une douche et je me change. J'ai bien conscience que ce n'est pas très efficace, mais j'ai besoin de le faire avant de pouvoir me poser.

La deuxième chose que j'ai réalisée en discutant avec une infirmière, c'est l'énorme décalage qu'on ressent tous quand on part de l'hôpital. On se retrouve dans une ville sans vie, c'est presque irréel. Habituellement, après une journée difficile, on peut aller boire un coup avec des copains, inviter des gens à la maison. Il n'y a plus tout ça. Et puis on rejoint notre famille, restée confinée toute la journée... Alors que nous, on a maintenu une vie sociale. A la CUMP, celle-ci devient même hyper importante en temps de crise.

On se connaît bien les uns les autres, on a vécu des choses fortes ensemble. Les attentats du 13 novembre 2015, pour lesquels nous étions partis en urgence à Paris, en pleine nuit, à quatre dans une voiture du SAMU de Lille. Et l'ouragan de septembre 2017, qui a dévasté l'île de Saint-Martin, dans les Caraïbes. L'hôpital dans lequel nous logions était à moitié détruit, on n'avait pas d'eau pour se laver, le téléphone ne captait pas... On avait mis en place un poste d'urgence médico-psychologique pour les habitants et pour les soignants – ils réagissaient tous de façon remarquable. Nous devions rester une semaine dans les Caraïbes, nous y avons finalement passé quinze jours car un nouvel ouragan est arrivé entre-temps.

Après des expériences comme celles-là, on ne peut pas ne pas bien s'entendre. Il y a parfois des engueulades dans l'équipe, mais ce n'est pas grave. On sait qu'on peut compter les uns sur les autres. Et même si ce qui se passe aujourd'hui est très différent, on retrouve cette même capacité à s'organiser rapidement, à s'adapter. Cette même solidarité.

Vendredi 27 mars. «C'est chouette que vous soyez là ! Et c'est important, cette ligne téléphonique, parce qu'on va en avoir besoin.» Notre plate-

forme d'écoute commence à recevoir des appels. Surtout des aides-soignants et des infirmiers, pas beaucoup de médecins. Ça ne m'étonne pas : les soignants ont toujours du mal à demander de l'aide, et les médecins encore plus. Les applaudissements que la population leur fait tous les soirs, c'est crucial pour eux. Mais plusieurs nous l'ont répété : «On nous prend pour des héros, mais nous ne sommes pas des héros : nous sommes humains.» Manière de dire : «On fait les choses parce que c'est notre métier, mais on peut craquer» – or les héros ne craquent jamais.

C'est compliqué pour eux, cette idée de craquer, car, dans leur esprit, cela signifie qu'ils sont faibles. Quand on est soignant, et plus encore quand on est médecin, on n'est pas habitué à pouvoir pleurer. On a toujours peur de ce qu'on va renvoyer aux autres, de perdre leur confiance. Le message qu'on essaie de leur faire passer dit tout le contraire : au vu de la situation actuelle, de son caractère anxiogène, ce n'est pas un signe de faiblesse de craquer, ni de nous appeler pour en parler. Cela ne peut même être que bénéfique pour la suite.

Les soignants ne sont ni des héros ni des soldats. Quand ils partent, les militaires savent qu'ils risquent leur peau. Ils ont été préparés à cela. Tandis qu'eux, pour la plupart, ils n'ont jamais travaillé dans les conditions d'insécurité dans lesquelles ils se retrouvent aujourd'hui.

Lundi 30 mars. Je me suis confinée chez moi ce week-end, et ça m'a vraiment fait du bien ! La fin de semaine a été difficile, on a appris que certains de nos collègues étaient hospitalisés à cause du Covid-19... Vendredi, j'avais des capacités cognitives tellement réduites que j'ai décidé de ne pas aller à l'hôpital ni samedi ni dimanche. Je me suis ressourcée.

Ce matin, j'étais référente sur la ligne téléphonique «débordement SAMU» – les appels «psy» que nous reroute le 15. Il y a beaucoup de crises d'angoisse, d'attaques de panique en lien avec la situation actuelle. Un médecin régulateur du SAMU fait tout d'abord une évaluation clinique, histoire de vérifier qu'il ne s'agit pas d'une détresse respiratoire, puis nous adresse une partie des appels. Lorsqu'on est oppressé par l'angoisse, on respire moins bien, ce qui augmente l'impression d'être malade à cause du Covid-19. Au téléphone, je pratique des techniques de gestion de stress : je parle calmement, doucement, j'essaie d'aborder avec mes interlocuteurs d'autres sujets que leurs symptômes. Une fois qu'ils sont apaisés, je fais un peu de psycho-éducation pour leur expliquer ce qu'on ressent lors d'une crise d'angoisse.

J'ai aussi trouvé le temps de rappeler quelques-uns de mes patients habituels, ceux de mes consultations en psycho-trauma, qui ont vécu des accidents ou des agressions. Ils savent tous que je travaille à mi-temps à la CUMP et que je suis susceptible d'annuler des consultations au dernier moment. Mais d'ordinaire, la consultation peut être reprogrammée la semaine suivante. Ce qui est particulier cette fois, c'est la durée. Je tente de maintenir le lien avec eux, je leur explique qu'en cas d'urgence, on reste joignable. La plupart le prennent bien, ils comprennent la situation. Mais je suis inquiète pour mes patientes victimes de violences conjugales : celles-ci risquent d'augmenter avec le confinement et l'accès aux soins sera difficile.

Mercredi 1er avril. Maraude à nouveau dans les services de réanimation du Covid-19, où beaucoup de patients continuent d'entrer. J'ai l'habitude des services de «réa», j'y allais souvent quand j'étais psychiatre de liaison. Mais la réalité qu'affrontent

aujourd’hui les soignants sort totalement de l’ordinaire. Outre la peur de contaminer leurs proches, ils sont confrontés à un nombre de morts anormalement élevé. Et les mourants ne peuvent pas recevoir la visite de leurs proches. Cet éloignement forcé est très douloureux pour les familles – nous venons d’ailleurs d’ouvrir à leur intention une nouvelle ligne de soutien. Mais c’est aussi très difficile pour ceux qui travaillent là. Quand quelqu’un va mourir, ils ont l’habitude d’être là pour les proches. Ne pas pouvoir vivre cet aspect humain avec eux, cela les touche beaucoup. Mais ils tiennent le coup. Ils m’impressionnent. Plus tard, sans doute, viendront l’épuisement, le stress, l’anxiété. Ils en sont très conscients.

Plusieurs nous ont dit: «J’espère que vous serez là encore après, pas seulement pendant la crise.» Il faudra y être vigilant: au moment où nous reprendrons nos activités habituelles, il faudra veiller à ce qu’ils puissent continuer à recevoir de l’aide.

Une bonne nouvelle, tout de même, dont les soignants parlent beaucoup: ils commencent à voir sortir de la «réa» des patients vivants, des patients qui vont mieux. Voir ces malades tirés d’affaire, constater que des collègues qu’ils ont pris en charge sont en train de se rétablir, ça leur fait un bien fou. A moi aussi, du reste. Cela permet de garder l’espoir. C’est important, l’espoir. Je ne regarde plus du tout les informa-

tions, car je trouve la médiatisation de la crise insupportable. Le décompte des morts, la gamine de 16 ans dont on a parlé pendant des jours, c’est ultra-anxiogène. Il y a des gens confinés qui passent leur vie devant la télé en ce moment, avec les infos qui tournent en boucle. Cela crée une peur massive de la contamination. Au début de la crise, j’écoutais Franceinfo et France Inter dans ma voiture, comme je fais toujours quand je vais bosser. Maintenant, je mets la musique à fond. ■

Propos recueillis par Catherine Vincent





ÉCONOMIE – ECONOMIE

Des chèques alimentaires pour 60 000 SDF

Une partie des personnes à la rue ou en centres d'hébergement bénéficient d'une aide de 7 € par jour pour se nourrir.

Par Catherine Gasté

À l'heure où l'épidémie de Covid-19 sévit dans le pays, la détresse de ceux qui n'ont pas de chez eux est encore plus grande. Cette crise sanitaire a plongé ces femmes et ces hommes invisibles dans une précarité absolue. Avec la baisse du nombre de bénévoles – en grande majorité des retraités plus vulnérables face au Covid-19 – et les difficultés de la distribution de repas chauds dans la rue, mais aussi le peu de passants qui, de-ci de-là, donnaient une pièce... certains d'entre eux souffrent aujourd'hui de la faim.

Le mot n'est pas trop fort. « La détresse des SDF est effroyable », affirme Françoise Haouzi, responsable à Paris des dons et des collectes aux Restos du cœur. « Sans parler de l'absurdité des contraventions à l'encontre de ceux qui n'ont qu'un trottoir pour vivre », s'alarment les associations qui continuent tant bien que mal à distribuer des vivres.

Des besoins tels que le gouvernement a décidé de « combler les manques dans le filet social ». Car certains territoires, faute de moyens et de maraudes suffisantes, ne peuvent faire face. Pour cette raison, deux ministères, la Cohésion des territoires et celui de la Ville et du Lo-

gement, ont mis en place un dispositif exceptionnel de distribution de chèques services permettant « l'accès aux besoins de première nécessité pour celles et ceux qui sont à la rue ou en centres d'hébergement et qui n'ont plus rien ».

« Nous avons identifié les besoins avec les préfets notamment et lancé cette commande publique de chèques services mercredi dernier auprès du groupe UP, d'un montant débloqué par l'Etat de 15 millions d'euros pour aider 60 000 SDF », précise l'entourage de Julien Denormandie, ministre chargé de la Ville et du Logement. Le groupe UP (ex-Chèque déjeuner) a commencé à éditer ces millions de chèques permettant d'acheter nourriture et produits d'hygiène de première nécessité. Près de 1,7 million de chèques de 3,50 € par repas, soit 7 € par jour et par personne, sont déjà en cours de distribution en Ile-de-France, qui concentre une bonne partie des besoins.

Un appel du Secours catholique

« Toute la région parisienne a été livrée lundi et, d'ici à mercredi (NDLR : aujourd'hui), ce sera la province », nous indique le directeur des pro-

grammes publics d'UP, Yann Kerbiand, qui a mobilisé une partie des 3 600 salariés pour répondre au plus vite à la commande. Les chèques seront répartis auprès des collectivités territoriales, des conseils communaux d'action sociale (CCAS) et d'associations. Une opération d'une ampleur nationale jamais vue qui se fera dans les semaines suivantes.

Entre l'aide alimentaire et l'hébergement à l'hôtel, l'Etat a débloqué 65 millions d'euros pour aider les sans-abri, rappelle l'entourage du ministre. Il y a 172 000 personnes hébergées dans les centres, contre 157 000 auparavant. Les associations alertent sur la crise économique en vue et le Secours catholique a lancé hier un appel au gouvernement pour le versement d'une prime de solidarité de 250 € par mois et par personne pour les ménages les plus en difficulté et les jeunes précaires. ■



Près de 1,7 million de chèques édités par le groupe UP (ex-Chèque déjeuner) à la demande des ministères de la Cohésion des territoires et de la Ville et du Logement seront distribués dans toute la France.





ENTREPRISES

EDF fait tourner ses centrales avec moins de personnel présent

Ses sites nucléaires sont réorganisés pour garantir la fourniture en électricité.

ENERGIE Avec plus de 75 % de l'électricité produite grâce à l'atome, le nucléaire est le poumon énergétique du pays. Or, aujourd'hui, les sites accueillent physiquement seulement 50 % des équipes. En moyenne, une centrale - où sont implantés deux réacteurs - est passée de 900 à 450 salariés présents. En effet, dans la mesure du possible, un certain nombre de tâches s'effectuent à distance. S'y ajoutent quelques absences liées à l'épidémie. En revanche, à la différence d'autres entreprises, EDF n'a pas pris de directives spécifiques pour mettre les salariés du nucléaire en congés payés ou en chômage partiel.

« Pour toutes les fonctions essentielles, comme la conduite de l'installation et les opérations de sûreté, les personnels se déplacent », résume Sylvie Richard, directrice adjointe de la Direction de la production nucléaire (DPN). Sachez par exemple que trois personnes sont présentes en permanence dans la salle de commande d'une centrale nucléaire, et que ce chiffre grimpe à dix en ajoutant celles qui travaillent à proximité. *« Pour les autres tâches, nous optimisons la présence sur les sites, en fonction des besoins. Certaines activités de maintenance se poursuivent sur les réacteurs en révision, afin de garantir la fourniture électrique aujourd'hui et jusqu'à l'hiver. Celles qui pouvaient être reportées l'ont été »,* ajoute Sylvie Richard.

Depuis le début de la crise, EDF prend soin de mettre des équipes au vert : au repos à tour de rôle entre dix et quinze jours, elles sont suscep-

tibles à tout moment de venir remplacer et/ou renforcer les personnels en place. En tout, sur les quelque 22 500 salariés de la DPN, environ 15 000 télétravaillent.

Les décisions prises le sont sous le strict contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), obligée elle aussi de revoir ses modes de travail. En temps normal, un inspecteur de l'Autorité se déplace en moyenne une fois par semaine sur une centrale d'EDF, le plus souvent, de façon inopinée, parfois en pleine nuit. Actuellement, le gendarme du nucléaire, qui dispose de 11 antennes régionales, n'envoie plus personne, sauf en cas de nécessité. *« Nous disposons de tous les moyens à distance pour contrôler la bonne marche des installations, explique Christophe Quintin, inspecteur en chef à l'ASN. Si nous avons le moindre doute sur une question de sûreté, alors la personne idoine peut se déplacer rapidement. »*



Actuellement, les centrales où sont implantés deux réacteurs accueillent physiquement seulement 50 % des équipes. Photo : P. HECKLER/PHOTOPQR/LE REPUBLICAIN LORRAIN

Mission de service public

« EDF est habituée à gérer des crises

et l'entreprise est organisée en conséquence, rappelle Jean-Bernard Lévy, le président du groupe. Avant même la décision du confinement, nous avions pris plusieurs décisions structurantes. Avec le triple objectif de protéger la santé de nos personnels, d'assurer la sécurité de nos installations, à commencer par les centrales nucléaires, et de maintenir l'alimentation en électricité du pays. » Actuellement, quelque 42 réacteurs sur 57 sont connectés au réseau. D'un jour à l'autre, le nombre peut varier, en fonction des travaux de maintenance, précise Sylvie Richard. La baisse de 20 % de la consommation d'électricité depuis le début de la crise – selon les chiffres de Réseau de transport d'électricité (RTE) – n'a pas d'incidence sur la disponibilité du parc.

Mise en place fin janvier à l'échelle du groupe EDF, une cellule de coordination renforcée a été transformée en cellule de crise. Son responsable, mobilisable 24 heures sur 24, tourne tous les quinze jours et rapporte directement au comité exécutif. *« Nous sommes en permanence dans l'anticipation, avec l'idée qu'aucun scénario, même proche de la science-fiction, ne soit écarté »,* poursuit Sylvie Richard. L'électricien travaille déjà à la reprise : non pas que le redémarrage du pays doive modifier sensiblement les volumes de production mais l'agenda de la maintenance devra être soigneusement calibré. *« Nous avons repoussé certaines opérations qui ne pourront pas l'être éternellement »,* précise Sylvie Richard.

Sur la gestion de calendrier, l'ASN est bien consciente de la pression qui pèse sur EDF. « *En règle générale, nous demandons à voir un très grand nombre de documents*, expose Christophe Quintin. *Actuellement, nous savons que les équipes d'EDF travaillent en flux tendu. Nous allons donc à l'essentiel.* » L'Autorité a décidé ainsi de suspendre l'examen de certains dossiers. Après la révélation en 2017 de plusieurs irrégularités sur des pièces forgées dans l'usine Areva du Creusot, l'ASN a entrepris un travail de

fond pour s'assurer de la validité de plusieurs composants clés. « *Ces contrôles sont arrêtés. Mais ils reprendront* », souligne Christophe Quintin.

À tous les étages de l'électricien, on salue la mobilisation des salariés pour assurer la continuation de l'activité en toute sécurité. « *Nos personnels sont tellement habitués aux process de sûreté en temps normal que la crise actuelle n'a pas nécessité l'acquisition de nouveaux réflexes* », souligne Sylvie Richard.

Sur le plan financier, il est encore trop tôt pour mesurer les impacts de la crise sanitaire sur le parc de production d'EDF. Pour le moment, l'électricien se dit entièrement tourné vers sa mission de service public de garantir la fourniture en énergie.

■

par Frédéric De Monicault Fdemonicault@lefigaro.fr



EUROPE ET INTERNATIONAL



MONDE

Les partisans de l'austérité font front

Face à la crise, l'Eurogroupe s'accorde sur des aides, mais pas sans conditions drastiques.

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé, hier, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) a déployé ses banderoles sur les réseaux sociaux. Dans l'Union européenne, entre 1990 et 2013, le nombre de lits d'hôpitaux est passé de 600 à 400 pour 100 000 habitants ; en Italie, ces dix dernières années, le système public de santé a perdu 46 000 personnels soignants ; en Espagne, sur 550 hôpitaux, 236 sont privés, etc. « Il faut en finir avec la marchandisation de la santé », interpellent les syndicalistes du secteur sur tout le continent. Les citoyens qui applaudissent tous les soirs entendent le message, mais dans les salons capitonnés des gouvernements, pas sûr que ça passe...

Pas de corona bonds

Nouvelle illustration, hier, en fin d'après-midi, à l'occasion de la visioconférence des ministres des Fi-

nances réunis pour l'Eurogroupe. Dans ce temple de l'orthodoxie budgétaire et de l'austérité, les dirigeants tentent de maintenir le cap à tout prix. Alors que la réunion se poursuivait à l'heure où ces lignes étaient écrites, les ministres devaient a priori approuver le plan de 100 milliards d'euros pour les mesures de chômage partiel et accepter le recours à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour apporter 200 milliards d'euros de liquidités aux entreprises. Sur le mécanisme, plus massif, de sauvetage de l'économie, c'est la solution portée par l'Allemagne et les Pays-Bas (lire l'Humanité d'hier) qui semblait l'emporter : pas de corona bonds, mais plutôt l'activation du Mécanisme européen de stabilité (MES), plus modeste en montant et encadré par de strictes conditions qui renvoient aux mémoires d'austérité... Soit, précisément, ce qui a endommagé depuis plus d'une décennie les systèmes de

santé !

Pour Martin Schirdewan, eurodéputé allemand Die Linke et coprésident de la Gauche unitaire européenne (GUE), ce lien forcené au cadre du MES est « profondément inquiétant » pour les pays qui ont le plus besoin d'aide. « Les rumeurs selon lesquelles ce fonds de sauvetage ne poserait que quelques conditions limitées sont simplement fausses », dénonce-t-il. Les documents de travail établissent clairement que l'obéissance aux règles budgétaires et au Semestre européen devra être prévue dans un mémorandum. Nous sommes face à un test de solidarité sans précédent. Si les gouvernements allemand et néerlandais ne réussissent pas à agir avec solidarité en plein milieu de cette pandémie, ils n'y arriveront jamais ! » ■

par Thomas Lemahieu,





MONDE

La pandémie accélère la crise sociale en Russie

L'ensemble du territoire n'est pas encore pleinement touché par le Covid-19. Mais déjà plusieurs rapports s'inquiètent d'un risque sanitaire dans les régions précaires et d'une crise sociale à venir pour les PME.

Avec près de 8 000 cas recensés, dont 1 000 en l'espace de 24 heures, l'épidémie de Covid-19 s'accélère en Russie. Le nombre de décès reste faible, avec 60 morts pour 145 millions d'habitants. Mais le pic est encore à venir, seules 4 régions sur les 85 qui constituent la Fédération n'apparaissent pas affectées. Face à la dynamique que prend la pandémie, le président Vladimir Poutine a dû s'adresser à deux reprises à la nation en dix jours. Les mesures de quarantaine (fermeture des crèches, écoles, universités, interdiction de rassemblements et recours au télétravail) mises en place le 28 mars ont été prolongées jusqu'à la fin avril. Le chef de l'État a décreté, jeudi dernier, que le mois d'avril serait chômé en Russie, avec « maintien des salaires », pour tenter de « contenir l'épidémie ».

Le virage libéral a touché le secteur de la santé

Ni confinement généralisé, ni totale liberté, la Russie se trouve dans un entre-deux. D'ailleurs, c'est aux autorités locales de fixer les termes du confinement et les mesures les plus adaptées dans leur région. Depuis le début de la crise sanitaire, la capitale, qui demeure le foyer le plus important avec deux tiers des personnes infectées, apparaît en pointe dans la lutte. Son maire, Sergueï Sobianine, a été le premier à prendre des mesures de quarantaine et de confine-

ment stricts pour les Moscovites, inquiet des analyses de scientifiques, voyant un possible scénario à l'italienne pour la Russie. Cet ancien directeur de l'administration présidentielle pilote désormais la lutte contre la propagation du Covid-19. « Heureusement qu'il a décidé de devancer le gouvernement. Cela a permis de retarder au maximum sa propagation », explique Elena, qui travaille dans une association d'aide médicale. Pour Anna, qui habite la capitale, « la situation a été difficile les premiers jours. Les gens ont pris d'assaut les magasins, créant une relative pénurie. Mais cela s'améliore ».

Moscou et Saint-Pétersbourg apparaissent actuellement comme les zones les plus touchées par le virus. Ces deux régions, les plus riches du pays, ont les plus forts échanges commerciaux et touristiques internationaux. « Elles confirment une inégalité sociale et géographique en Russie. Ces deux agglomérations concentrent l'essentiel des richesses et peuvent donc faire face à la crise. Dans les jours qui viennent, si l'épidémie progresse dans les autres régions, l'impact sanitaire va être bien plus lourd », estime Alexandra Popova, de l'organisation d'aide aux sans-domicile Notchlechka.

Le virage libéral qui a également touché le secteur de la santé ces dernières années soulève de fortes inquiétudes sur l'état des structures médicales en Russie. Un rapport du

centre de réforme économique et politique (« Tsentro ») sur l'accès aux soins pointe l'excellence dans les plus grandes villes et le désert médical pour plusieurs régions. Pour Anna Colin-Lebedev, enseignante-chercheuse à l'université Paris-Nanterre, « le pouvoir russe a conduit des réformes qui ont drastiquement réduit le nombre de structures médicales, divisé par deux entre 2000 et 2015, ainsi que le nombre de lits. Les soins ont été recentrés sur les hôpitaux de grande taille, sans cependant leur assurer un équipement correct et sans donner une rémunération acceptable aux médecins ».

Du côté de la vice-présidente du gouvernement Tatiana Golikova, la Russie dispose de 40 000 respirateurs en service, soit 27 appareils pour 100 000 habitants (l'OMS préconise 20 respirateurs pour 100 000). Et 5 700 appareils supplémentaires auraient été commandés.

Mais l'autre inquiétude qui monte porte sur les conséquences sociales. Selon la chambre de commerce et d'industrie de Russie, l'épidémie pourrait contraindre 3 millions des patrons de PME (25 % du marché de l'emploi) à mettre la clé sous la porte et 8,6 millions de personnes à perdre leur emploi. Dans un contexte de forte récession, de chute du rouble et d'une hausse des licenciements, le gouvernement a acté un relèvement des indemnités de chômage, la prolongation automatique de toutes les

prestations sociales et la hausse des allocations familiales... La Russie dispose de ressources considérables avec son Fonds du bien-être (150 milliards de dollars) et de

500 milliards de réserve de devises de la Banque centrale. Pour Denis Volkov, directeur adjoint du Levada Center, « si l'aide est trop tardive ou inefficace, l'attitude envers les autorités

va inévitablement empirer. À l'avenir, des troubles sociaux sont possibles ». ■

par Vadim Kamenka





L'ÉVÉNEMENT

Le Covid-19 provoque une envolée du chômage dans le monde

L'Asie est de loin la zone la plus touchée, selon les données de l'OIT. Mais les inscriptions explosent aux États-Unis et le chômage partiel grimpe en Europe.

SOCIAL Une crise inédite depuis l'après-guerre. Le constat s'impose à mesure que le virus se propage sur la planète. « *L'impact du Covid-19 sur l'emploi est profond, d'une grande portée et sans équivalent* », alerte mardi l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les ravages sanitaires et sociaux du Covid-19. Sur une population active de 3,3 milliards de personnes, plus de quatre sur cinq sont affectées par la fermeture totale ou partielle des lieux de travail, évalue l'OIT. La pandémie provoque un double choc économique d'offre et de demande, sous l'effet du confinement et de l'arrêt des chaînes de production.

Ce choc se traduit par une envolée du chômage. Les chiffres sont effrayants aux États-Unis avec 10 millions de nouvelles inscriptions en deux semaines (*lire ci-dessous*). Bien plus que le pic de 800 000 atteint en 2008 ! Idem au Canada avec 2,13 millions d'inscrits aussi sur la quinzaine. En Grande-Bretagne, le nombre - 950 000 nouvelles demandes entre le 16 et le 31 mars - est dix fois plus important que la normale. Dans une Europe plus protectrice qui dispose de filets de sécurité, la part du chômage partiel explose. En Allemagne, près de 500 000 entreprises ont fait la demande en mars, c'est vingt fois plus qu'après la crise financière sur un mois. En France, les demandes concernent 5,8 millions de travailleurs, plus d'un salarié du privé sur quatre. « *Du jamais vu ! Le choc est immédiat*, ponctue Stefano Scarpetta,

directeur de la division emploi et affaires sociales de l'OCDE. *Pendant la crise de 2008, l'augmentation du chômage, aussi très importante, a pris du temps*. Mi-mars, lors de sa première évaluation du Covid-19, l'OIT estimait que 25 millions de personnes risquaient de perdre leur emploi, venant grossir les rangs mondiaux des chômeurs estimés à 190 millions. « *La pandémie évolue avec une telle ampleur et des situations très disparates (chômage partiel, baisse d'activité, licenciements...) que nous nous basons désormais sur les heures effectuées* », explique Guy Ryder, le directeur général de l'OIT. L'organisation basée à Genève estime que 6,7 % des heures de travail dans le monde pourraient disparaître au deuxième trimestre, soit 195 millions d'équivalents temps plein pour une semaine de 48 heures, dont 125 millions en Asie, 24 en Amérique et 20 en Europe. « *Cette distribution géographique va certainement évoluer, nous redoutons une aggravation dans les pays en développement* », souligne le directeur général. Une étude de l'Union africaine publiée lundi avance le chiffre de 20 millions d'emplois supprimés sur le continent et une hausse de l'endettement. L'inquiétude est d'autant plus forte, insiste l'OIT, qu'une part significative de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle dans ces pays, jusqu'à 90 % en Inde. Or, ces travailleurs « au noir » n'ont quasiment pas de protection sociale, pas d'allocation-chômage et peu accès aux infrastructures de santé.



À gauche : une file d'attente devant un One-Stop Career Center (agence américaine pour l'emploi), le 17 mars à Las Vegas. Depuis deux semaines, dix millions d'Américains se sont inscrits au chômage. Ci-contre : des Indiens transportent des vivres sur une charrette, le 4 avril à Guwahati. Le gouvernement du pays, où 90 % des travailleurs ne sont pas déclarés, a annoncé le confinement de la population à partir du 5 avril. DAVID TALUKDAR/SIPA

Mesures sanitaires

L'OIT pointe les secteurs les plus à risque, le transport, les services d'hôtellerie et de restauration, l'industrie manufacturière, et le commerce de détail. Cela concerne 1,25 milliard de travailleurs exposés à des licenciements, pertes d'activité et de revenus. Si l'OIT suit en temps réel l'évolution, ses experts n'avancent pas de prévision de chômage sur l'année. « *Cela dépend de la maîtrise de la pandémie et du rythme de sortie du confinement* », explique Guy Ryder qui appelle à des mesures d'urgence. « *Des efforts importants ont été consentis au niveau national dans les économies dé-*

veloppées pour limiter l'impact économique et social mais il manque une véritable coordination internationale, comme on l'a vu en 2008 au sein du G20, et surtout une solidarité envers les pays en développement qui n'ont pas les ressources à disposition ». Les États ont appris de la grande récession, cherchent à éviter les licenciements secs en élargissant l'accès du chômage partiel (*lire ci-dessous*), en particulier aux PME plus vulnérables. L'Allemagne a fait figure d'exemple en 2008 avec le *Kurzarbeit*. « *Les en-*

treprises ont beaucoup mieux récupéré de la crise. Il y a une logique économique et aussi sociale à aider les personnes à surmonter la crise », argue Guy Ryder. Cela permet aussi de préserver les compétences.

Cette crise pousse par ailleurs à inventer des méthodes alternatives comme le télétravail. Ce n'est pas sans risque, souligne l'ancien syndicaliste britannique : « *Il y a des éléments de stress, d'isolation sociale qui rentrent en jeu* ». ■

Autre priorité : il faut veiller à la protection sanitaire de ceux qui continuent de travailler. La reprise de l'emploi dépendra des modèles épidémiologiques et des tests sérologiques, conclut de son côté Stefano Scarpetta. « *Il faut beaucoup de R&D sur les traitements et les tests. Nous vivons une crise inédite où les politiques sociales et de santé sont liées* ». ■

par Anne Chevialle @AnneChevialle





L'ÉVÉNEMENT

L'arsenal varié des États européens pour préserver l'emploi

Du chômage partiel massif à l'interdiction de licencier, de Berlin à Rome et de Madrid à Londres, les gouvernements déployent des moyens exceptionnels pour préserver, sinon l'emploi, les revenus des actifs.

En Italie, licenciement interdit pendant deux mois

« *Personne ne perdra son travail* » avait très tôt promis la ministre du Travail, Nunzia Catalfo. Dans son plan Cura Italia du 16 mars, qui mobilisait 25 milliards d'euros pour soutenir les ménages, le gouvernement italien a interdit les licenciements pour « *raisons objectives justifiées* » (effondrement du carnet de commandes par exemple) pendant deux mois. Et il a déployé les grands moyens : s'il a, dans un premier temps, encouragé la prise de congés, il a aussi étendu le bénéfice du chômage partiel, jusque-là réservé à l'industrie, à tous les salariés du privé qui étaient en poste au 23 février, y compris dans l'agriculture et la pêche. Selon *Il Sole 24 ore*, au 3 avril, l'INPS aurait reçu des demandes de la part de 101 000 entreprises pour faire bénéficier du chômage partiel environ 2 millions de salariés. Une indemnité qui couvre en principe 80 % du salaire, mais avec un plafond très bas. Pour les salaires inférieurs à 2 159 euros, l'indemnité ne peut dépasser 998 euros. Pour les quelque 5,2 millions de travailleurs indépendants, le gouvernement prévoit de verser une prime de 600 euros, qui pourrait être portée à 800 euros en

avrill.

Si tout est fait pour éviter le chômage par le recours massif au chômage partiel, les faillites et le non-renouvellement des contrats courts se feront sentir sur le nombre de chômeurs. L'Istat prévoyait mardi que si le confinement durait deux mois, en mars et avril, cela augmenterait de 365 000 le nombre de chômeurs en Italie, y compris 46 000 travailleurs au noir. Mais s'il devait durer jusqu'à la fin juin, le nombre de chômeurs augmenterait de 900 000, s'ajoutant aux 2,5 millions de demandeurs d'emploi. **V. S. (ROME)**

En Allemagne, le chômage partiel éprouvé

Près de 470 000 entreprises allemandes font aujourd'hui appel au chômage partiel, un instrument privilégié de longue date dans le pays, y compris dans les négociations avec les partenaires sociaux, afin de faire face aux chutes brutales d'activité. « *Le chômage partiel a déjà fait ses preuves pendant la crise financière et continuera à le faire pendant la crise du coronavirus* », affirme Bertram Brossardt, président de l'association patronale bavaroise (BWV). Selon l'institution munichoise, cet outil permettrait de limiter à 45 % la chute de la production.

Les conditions d'accès au chômage partiel ont été rétroactivement allégées dès le 1^{er} mars : les entreprises doivent simplement justifier que 10 % de leurs salariés sont affectés par la crise, contre les deux tiers selon les anciennes règles. Leurs co-

tisations salariales sont remboursées par l'État qui, via l'Agence pour l'emploi, dispose d'une réserve de 26 milliards d'euros. Pour leur part, les bénéficiaires continuent à percevoir 60 % de leur salaire net, voire 67 % s'ils ont des enfants. D'autres assouplissements sont en cours, par exemple pour les personnes qui souhaitent cumuler leur chômage partiel avec la récolte de fruits et légumes ou l'approvisionnement des supermarchés.

P. A. (BERLIN)

Au Royaume-Uni, soutien aux indépendants

Un Britannique sur vingt a déjà perdu son travail à cause de la pandémie de coronavirus, selon l'institut de sondage YouGov. Et des économistes s'attendent à ce que le taux de chômage, peu élevé auparavant, double pour dépasser les 8 % au deuxième trimestre. Cela signifierait 1,4 million de chômeurs en plus, pour atteindre un total de 2,75 millions. Durant la deuxième quinzaine de mars, 1 million de personnes - neuf fois plus que d'ordinaire - avaient déjà fait une demande de « *universal credit* », cette allocation unique mise en place en 2013 pour les chômeurs et les faibles revenus.

Pour endiguer la vague, le ministre des Finances, Rishi Sunak, a annoncé, jeudi dernier, de nouvelles mesures pour protéger les revenus des travailleurs indépendants. Particulièrement vulnérables à cette crise, ils sont 5 millions. Le gouvernement va verser à ceux dont l'activité est ar-

rétée à 80 % des revenus mensuels correspondant à la moyenne des trois dernières années, à hauteur de 2 500 livres (2 830 euros) par mois.

Cette aide rejoint celle décidée une semaine plus tôt pour les salariés gagnant moins de 50 000 livres par an. Les employeurs, quels qu'ils soient, peuvent demander la prise en charge de 80 % des salaires afin qu'ils gardent leurs employés plutôt que de les licencier pendant la pandémie. **A. L. G. (LONDRES)**

En Espagne, le recours aux congés récupérables

L'Espagne a utilisé deux formules pour encadrer la suspension du travail salarié pendant le confinement.

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

La première est le plan social temporaire (Erte). Les entreprises demandent aux autorités de suspendre, partiellement ou totalement, le contrat de leurs employés pendant une période déterminée au terme de laquelle elles reprennent le personnel. L'État verse au salarié 70 % de ce qui s'apparente, en France au revenu brut, pendant six mois, puis 50 % au-delà. La perception de l'indemnité ne sera pas retranchée de la durée de couverture chômage (jusqu'à deux ans) prévue en cas de licenciement. Près de 250 000 entreprises avaient présenté un Erte au mois de mars.

Entre le 30 mars et le 9 avril, les activités n'étant pas considérées comme essentielles ont en outre été suspendues. Dans ce cadre, les entreprises n'appliquant pas d'Erte jusque-là sont tenues de placer leurs salariés

en « *congé rémunéré récupérable* ». L'employeur continue alors de payer intégralement le salaire mais l'employé devra restituer les heures chômées entre son retour et le 31 décembre.

Des indemnisations sont enfin prévues pour les indépendants dont le chiffre d'affaires a diminué de plus de 75 %. Ces différentes mesures n'ont pas empêché une augmentation inédite du nombre de chômeurs : 300 000 au mois de mars parmi lesquels ne figurent pas les employés touchés par un Erte ou un congé récupérable. **M. T. (MADRID) ■**

par V. S. (ROME), P. A. (BERLIN), A. L. G. (LONDRES) et M. T. (MADRID)

2 millions

2 millions de salariés en Italie concernés par une demande de chômage partiel

470 000

470 000 entreprises en Allemagne font appel au chômage partiel

5 %

5 % des travailleurs au Royaume-Uni auraient perdu leur emploi dans cette crise, selon un sondage YouGov

300 000

300 000 chômeurs de plus en Espagne au mois de mars

